

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARCHAIS CONTRE DEFFERRE

LES ENCHERES MONTENT A GAUCHE

Marchais n'apprécie pas les déclarations successives des partenaires de la gauche en ce qui concerne les législatives.

Il l'a dit très clairement et très véhémentement : « il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué », « il ne faut pas se répartir les porte-feuilles avant d'avoir gagné les élections ».

Derrière ces paroles de bon sens, derrière cette grande colère de Marchais, il y a surtout la crainte de voir l'union auquel le PCF tient tant se lézarder. Marchais rejette les tripatouillages électoraux de Defferre, mais ce qui le chagrine vraiment, c'est qu'il n'a pas sa part de la peau de l'ours, que Defferre si exubérant sur Mitterrand premier ministre, est bien silencieux sur les porte-feuilles du PCF.

voir p.3

EN OPPOSITION À GISCARD Chirac précise son projet économique

voir p.3

● Concorde et les machines à laver...

Concorde n'atterra pas encore à New-York. Du moins pas pour l'instant, puisque la petite bataille juridique continue aux États-Unis entre les autorités portuaires, fédérales, ministérielles, etc... En France et en Grande-Bretagne on suit ces échanges de loin, et sans beaucoup de moyen de peser sur la situation. Pourtant, des idées, il y en a : un député anglais a proposé qu'une lettre soit envoyée à Carter, et signée de la main de Giscard et de Callaghan. Voilà un argument de poids ! En France, on préfère continuer à vanter les avantages de Concorde : des études récentes prouvent que Concorde ne provoque pas plus de vibrations dans un appartement qu'une machine à laver dans un immeuble.

Une chose est sûre : quel que soit le résultat des tractations, quel que soit l'engagement du PCF dans cette affaire au nom de l'intérêt national, les travailleurs se sentiront toujours plus concernés par les machines à laver, dont ils ont besoin, que par Concorde, avion de grands bourgeois.

RENCONTRE SCHMIDT - GISCARD

NOUVEAU PAS VERS L'INTEGRATION ECONOMIQUE

«Votre livre aurait du avoir pour titre : Démocratie européenne», a déclaré Schmidt à l'auteur un peu oublié de «Démocratie française», Valéry

Giscard d'Estaing. De la «démocratie» de Giscard au modèle allemand, les bases de l'accord entre l'impérialisme français et l'impérialisme allemand

ont trouvé une matérialisation dans la mise en place décidée jeudi de resserrer encore les liens entre la police allemande et la police française, qui se communiqueront leurs fichiers.



Derrière les sourires, les rivalités...

Cependant la relance de l'unité européenne a marqué ce sommet « nous souhaitons que puisse reprendre la marche en avant vers une union économique et monétaire... point de passage obligé vers l'union de l'Europe... Nos politiques économiques sont de plus en plus parallèles » déclarait Giscard d'Estaing.

De son côté le porte-parole allemand déclarait « le développement des deux économies se rapprochent de plus en plus parce que le plan Barre est un succès, et notre plan de relance de 1975 a donné des résultats ». Parallélisme, rapprochement des économies, tel est le ton du sommet que les décisions à venir devront confirmer. Mais les raisons invoquées par le porte-parole allemand, qui appellent à une Europe de l'austérité et du chômage, autant que l'intégration appelée par Giscard inquiètent. D'abord parce que ce « rapprochement » des économies se fait quand la suprématie allemande en ce domaine est assurée, ensuite parce que la relance du programme d'union monétaire et économique se fait quand les USA affirment soutenir l'intégration européenne parlent de leur côté de coordonner les politiques économiques américaines, japonaises, et allemandes.

Ainsi le «parallélisme» le «rapprochement» assurent aux USA que l'interprétation qui est en projet sera d'autant plus sous leur dépendance que leurs liens avec l'Allemagne seront plus étroits et la place de celle-ci au sein de l'Europe plus importante.

G.C.

voir p.8

SAMEDI 5
DIMANCHE 6 FÉVRIER
N° 368 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

MONIN ORDURES SERVICE

130 TRAVAIL- LEURS HIER DEVANT LES PRUD' HOMMES



C'est hier, dans la soirée, que les 130 travailleurs «licenciés» de Monin Ordures Service, à Lyon, passaient devant le tribunal des Prud'hommes, tous accusés de Faute grave. Faute grave ? En réalité, ce que fait la direction c'est faire payer aux travailleurs le refus les 27 et 28 décembre de «... heures de travail par jour, c'est... longue grève victorieuse de... ils obtenaient l'annulation de... le licenciement prévu à cette époque». Hier ils étaient nombreux au tribunal bien décidés à poursuivre jusqu'à leur réintégration, une lutte commencée depuis plusieurs semaines ! La direction devra céder !

voir p.5

ETHIOPIE

PURGE SANGLANTE DANS LA JUNTE MILITAIRE

L'annonce de la tentative de putsch dont Teferi Bente, l'un des membres les plus connus de la junte militaire qui occupait le poste de chef de l'Etat et qui a perdu la vie au cours des fusillades qui ont opposé les membres du Conseil militaire provisoire dans le quartier général, soulève de nombreuses inquiétudes : les USA et l'URSS interviennent de plus en plus directement dans toute la région. L'un et l'autre mettent à profit les difficultés internes de l'Ethiopie pour s'y disputer la meilleure place.

voir p.7



le mozambique nouveau en construction -2-

Avec les travailleurs de CHIONGO, village communautaire

A la suite d'un voyage d'amitié et d'étude au Mozambique, effectué il y a quelques semaines, un ami a bien voulu nous livrer ce qu'il a observé et éclaircir plusieurs aspects de la lutte en cours pour éliminer le système d'exploitation et édifier une économie indépendante. Nous ne publions ici que quelques extraits de cette longue interview, recueillie par Annette Jeandet, et qui paraîtra prochainement dans son intégralité, en brochure.

Le village de Chiongo dont il s'agit ici, est situé à 10 km de Chimoio et compte environ 500 adultes. Avant l'indépendance, il était divisé en deux parties bien différentes : dans l'une, les paysans ne cultivaient que du maïs et vivaient en autosubsistance. Dans l'autre, il s'agissait d'ouvriers-paysans, engagés dans la ligne du FRELIMO qui avaient déjà créé un champ collectif avant même l'indépendance.

A.J : As-tu visité des villages communautaires au cours de ton voyage ?

JD : Bien évidemment, toute la paysannerie n'est pas encore organisée en villages communautaires. Dans les zones libérées, avant 1974, Cabo Delgado, Najassa et Tete, l'organisation des masses paysannes est très avancée. Mais je n'ai pas visité ces régions. Les formes d'organisation de la paysannerie, dans le reste du pays sont très diverses, mais des villages communautaires commencent à se former sous l'impulsion et la direction du Frelimo. J'en ai visité un dans la province de Sopala et Manica. C'est le village de Chiongo.

A.J : Est-ce l'ensemble des paysans qui participent aujourd'hui à la production collective ?

JD : Quelques familles n'y participent pas encore. Mais la grande majorité, 80 % travaille sur ce champ collectif. La plupart continue à cultiver parallèlement leurs champs individuels. Deux ou trois familles ont déjà fait le choix politique de se consacrer totalement à la production collective. Ces éléments les plus conscients disent qu'il est nécessaire que le travail individuel subsiste. Ainsi, les paysans verront par eux-mêmes la différence entre travail collectif et travail individuel. Ils verront que le travail collectif contribue à augmenter la production et à créer de meilleures relations entre les paysans. Peu à peu, ils oublieront leurs champs personnels pour investir leur temps dans le travail collectif.

A.J : Peux-tu nous parler du champ collectif ; que cultive-t-on. Comment est organisé le travail ?

JD : Le champ collectif a commencé vraiment à se développer, lorsque les paysans de l'autre partie du village ont rejoint les ouvriers-paysans de la zone Est. Ils trouvèrent le champ bien situé, mais des problèmes d'organi-

sation du travail se posaient : qui allait travailler et quand ? Les paysans décidèrent en assemblée que les ouvriers travailleraient le dimanche sur le champ, ainsi que les élèves, même ceux qui étudient à l'école secondaire de Chimoio. Des brigades de 15 membres ont été constituées. Certaines travaillaient le matin, d'autres l'après-midi. A niveau d'âge et de force physique comparables, tous, hommes et femmes participent par roulement à toutes les sortes de travaux. Seul le défrichage de la forêt est laissé aux hommes. J'ai même vu des vieux qui faisaient des kilomètres pour arriver au champ, parce qu'ils sont heureux d'être là. L'un d'entre eux m'a dit : «J'ai mal aux reins et je ne peux plus travailler mais je tiens le tuyau

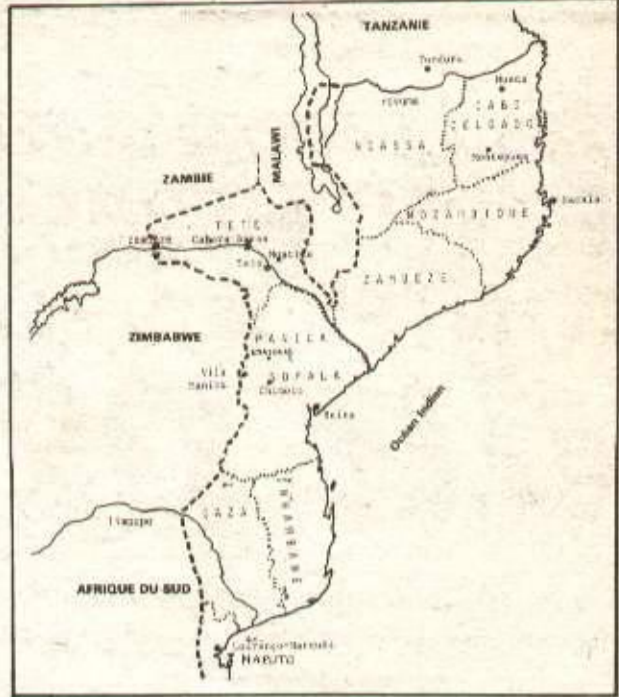
décidé d'en vendre une partie. Tous les jours, ils livrent à l'hôpital de Chimoio, des légumes frais moins chers qu'aux prix du marché. Pour eux c'est un choix politique, ils l'ont décidé ensemble, avec l'objectif clair de soutenir les malades, les blessés... Une autre part est vendue au marché de Chimoio. Les paysans vendent les céréales à l'Etat à un prix fixe. Les organisations locales, provinciales et nationales, des boutiques du peuple commencent à mettre en place des réseaux commerciaux qui se chargent de l'échange des produits entre les différentes provinces du pays. Les prix sont contrôlés très strictement. Des barèmes ont été établis et largement diffusés par le gouvernement. Le contrôle est fait par le peuple lui-

même qui dénonce ceux qui n'observent pas ces prix. De façon générale, les prix des produits de première nécessité ont baissé. Les petits commerçants existent toujours. Ils vendent surtout des produits d'importation ou des produits périssables que le gouvernement ne peut pas encore contrôler. Mais, les prix d'achat aux paysans et les prix de vente bien que moins avantageux que dans les boutiques du peuple sont strictement contrôlés par le gouvernement. A Chiongo, les paysans ont commencé à construire une boutique du peuple qui vendra les produits de première nécessité. Un paysan est parti travailler à la boutique du peuple

de Chimoio pour étudier les problèmes de commercialisation. Les mesures gouvernementales ont fait cesser en grande partie la spéculation qui était le mécanisme même de l'exploitation des paysans. Mais, des problèmes subsistent essentiellement dans la circulation des produits. Tout le réseau de communication a été saboté par les Portugais quand ils sont partis. Beaucoup de camions ont été détruits ou sortis leurs camions en Afrique du Sud. Aussi le Frelimo a-t-il 3 priorités en ce domaine : priorité aux routes, priorité aux routes desservant les villages communautaires, priorité aux transports collectifs. Récemment, un gros envoi de camions a été fait dans les zones de Cabo Delgado et Niassa. A Chiongo, quand les responsables des structures provinciales de dynamisation des villages communautaires sont venus, ils ont découvert toutes ces cultures qui pourrissaient dans les champs et ont compris immédiatement la gravité du problème. Ils se sont réunis avec les paysans et ont décidé de se procurer des camions et d'organiser avec les boutiques du peuple, un système de collecte des surplus.

A.J : Comment a été réparti le reste de la récolte ?

JD : Une partie des légumes est achetée à des prix plus bas qu'au marché par les paysans eux-mêmes, car ils n'en cultivent pas sur leurs champs individuels. Ils en prennent tous les jours et paient au moment du partage. J'étais là quand a été fait le partage d'un an et demi de travail. Il y avait 2 caisses, l'une pour distribuer l'argent de la récolte entre les paysans, l'autre pour encaisser le prix des légumes verts que les paysans avaient pris dans leur consommation personnelle. Ce fut vraiment un acte politique. Les paysans firent un bilan de leurs activités et envisagèrent tous les problèmes de la répartition. Le 1^{er} problème fut celui de savoir si on distri-



buerait l'argent entre les paysans ou si on le gardait. La discussion fut animée. Certains voulaient que tout soit partagé entre les paysans, un vieux voulait que tout aille à la lutte de Zimbabwe, d'autres voulaient qu'il serve à payer le tracteur. L'assemblée a décidé de partager tout, parce qu'il y avait peu d'argent et de payer une partie du tracteur et les semences avec la caisse des légumes. Les paysans ayant posé la question : «Pourquoi avons nous si peu d'argent ?». L'assemblée a rappelé qu'au début les méthodes de travail avaient été anarchiques ; elle a montré surtout que l'argent n'est pas la seule chose qui ait de la valeur. Les paysans ont acheté cette année un tracteur, un moulin à moudre le maïs et ont défriché, préparé des terres et notament 500 ha pour le bétail. L'acquisition des marchandises, le travail fourni, qui aideront à produire plus ont autant de valeur que l'argent.

A.J : Comment a été réparti l'argent entre les paysans ?

JD : Sur une petite fiche chaque paysan marque son temps de travail. Il est retribué suivant le principe de «à chacun selon son travail». Le moment de la répartition a été très intéressant. Beaucoup avaient une

idée assez mythique de l'argent. Là, ils ont discuté des différences de salaires et ont vu la relation entre le salaire et le travail.

A.J : Comment les paysans de Chiongo considèrent-ils la production collective ?

JD : Ce que j'ai vu, c'est que beaucoup de paysans ont conscience de produire pour autre chose que pour leur profit personnel. Le 1^{er} mai à Chiongo, j'ai assisté à une fête donnée par les paysans du village et les ouvriers de l'usine Textifica. Symboliquement, ils ont fait la récolte de maïs ensemble. Les paysans ont pris la parole et ont dit aux ouvriers : «Nous avons beaucoup travaillé, pour que vous puissiez acheter le moins cher possible. Vous aussi, devez travailler le mieux possible pour que nous achetions moins cher les produits». Les ouvriers ont fait la même intervention. Ce ne sont pas des paroles en l'air. Les paysans vendent moins cher leurs légumes à l'hôpital qu'au marché et lors du massacre de Nyazovia perpétré par les racistes rhodésiens, ils ont livré gratuitement des légumes pour les blessés et les réfugiés. Quand ils ont inauguré le moulin, ils ont donné la farine aux veuves et aux orphelins. Ils ne cherchent pas seulement à vendre leurs produits mais à créer des relations nouvelles.

«PRENDRE L'AGRICULTURE COMME BASE ET L'INDUSTRIE COMME FACTEUR DYNAMISATEUR»

Le FRELIMO, avant-garde du peuple mozambicain, à partir de sa propre expérience historique, a défini comme stratégie correcte du nouveau développement, l'agriculture comme facteur de base et l'industrie comme facteur dynamisateur. C'est dans ce contexte qu'a été lancé le grand mouvement de masse de création des villages communautaires, dans lesquels le peuple mozambicain, comme cela s'est passé dans les zones libérées, établit de nouveaux rapports dans le cadre d'une vie nouvelle.

De la même manière que les zones libérées ont servi pour alimenter la guerre populaire jusqu'à la victoire finale contre le colonialisme portugais, de la même manière les villages communautaires seront la base du développement de notre société et l'instrument efficace pour le triomphe et la consolidation de la révolution mozambicaine, pour le renforcement de l'alliance ouvriers-paysans dans notre pays.

«Le village communautaire constitue la colonne vertébrale du développement des forces productives à la campagne. C'est dans le village communautaire que nous rassemblons l'effort collectif de production des masses paysannes, que le peuple organisé, par la vie collective, libère son immense initiative créatrice. Politiquement, c'est elle qui est l'instrument pour la matérialisation du pouvoir des travailleurs au niveau des institutions administratives, des structures de défense, de production, de commerce, d'éducation, de culture, de santé, en somme de tous les secteurs de la vie sociale.

Les villages communautaires sont cet instrument politique parce qu'ils nous unissent, nous organisent et nous habituent ainsi à exercer effectivement le pouvoir conquis. Nous devons savoir que dispersés et désorganisés, nous ne pouvons exercer le pouvoir».

Discours du président du FRELIMO à l'Ouverture de l'École du Parti de Matola le 25/10/75. Résolution sur les villages communautaires à la 8^e réunion du C.C. issu du 2^e Congrès. Traduction de Samuel Michel.



«Ce sont les paysans en assemblée de village qui décident...»

d'arrosage et c'est utile. Quand je ne pourrai plus faire ça, je viendrai quand même pour montrer que je les soutiens». Et pourtant dans la société traditionnelle, il était rare que les vieux travaillent. C'est l'assemblée générale des paysans qui discute de tous les problèmes, une fois par semaine : ce qu'on cultive, quand on cultive, comment se répartit la récolte, tout cela est discuté collectivement.

A.J : Comment est répartie la récolte ? Est-elle commercialisée et comment ?

JD : Ce sont les paysans en assemblée de village qui décident de la répartition des récoltes. Ils ont

MARCHAIS CONTRE DEFFERRE LES ENCHERES MONTENT A GAUCHE

«Pour s'entendre, il faut être deux» : c'est ce que Marchais a déclaré à la radio à propos des négociations avec le parti socialiste pour les élections municipales. En quelque sorte, c'était sa version de «la politique du perroquet», que Mitterrand lui reprochait il n'y a pas si longtemps. Bref, les contradictions de l'union de la gauche dans la constitution des listes communes prennent un nouveau relief à l'approche des échéances.

Les dossiers en instance depuis maintenant des semaines, comme ceux de Paris, de Marseille, de Villeurbanne (décisif pour la communauté urbaine de Lyon) sont en vedette. Chacun, en public, se crispe sur

ses positions : on l'a bien vu, hier encore, quand le secrétaire général du PCF a refusé de lâcher sur aucune de ses exigences, ajoutant : «Il faut cesser les «tripa-touillages» qui n'ont rien à voir avec la démocratie».

VERS UN ACCORD QUAND MÊME ?

Pour autant, va-t-on vers une rupture à court terme ? Certainement pas. «Je pars d'un postulat», déclarait Georges Sarre, candidat du PS à la mairie de Paris, «Il faut faire l'union à Paris». De son côté, la fédération du PCF affirmait «la grande manœuvre de la droite mérite une réplique unique de la gauche à Paris». Et l'accord était au moins fait pour une nouvelle rencontre entre les fédérations parisiennes de la gauche, qui se tiendra probablement mardi prochain.

D'un point de vue d'ensemble, s'il paraît inévitable que les socialistes maintiennent jusqu'au bout leurs listes homogènes dans un certain nombre de villes, (comme Marseille), on peut penser que, soit à la faveur d'accords locaux, soit d'une négociation générale, la plupart des villes de plus de trente mille habitants verront un accord. Mais, ce qui se joue dans les rapports de force établis à cette occasion va bien au-delà.

QUEL GOUVERNEMENT ?

On l'a bien vu dans les déclarations récentes des leaders du PCF et du PS. Defferre avait déclaré : «C'est François Mitterrand qui sera le premier ministre. Giscard d'Estaing comme président de la République ? (...) Oui. En ajoutant quand même : «Il devra nous laisser appliquer la politique du programme commun». Marchais lui a répliqué : «Nous n'avons jamais discuté de cette chose !» «Nous n'avons pas procédé à la répartition ni du premier ministre, ni des autres ministres». «Le président de la République devra se soumettre ou bien se démettre».

Ainsi donc, les élections municipales apparaissent clairement pour ce qu'elles sont : le galop d'essai d'élections législatives qui précéderont la formation d'un gouvernement. Gagner des sièges dans les mairies, c'est bien sûr, s'assurer des postes de permanents, des bases de départ pour la conquête de sièges de député ou de sénateur.

• Une solution serait-elle en vue à Paris pour le PCF et le PS ? Georges Sarre, dans la journée d'hier, a indiqué qu'il pourrait, le cas échéant, abandonner ses prétentions à la tête de liste dans le 11^e arrondissement. Selon lui, il ne faut pas que l'Union de la Gauche risque de perdre les élections «pour des têtes d'épingle».

Mais surtout imposer au partenaire socialiste la rupture avec ses alliés de droite dans de nombreuses villes, pour l'obliger à se tourner vers lui : c'est pour le parti révisionniste une occasion de consolider cette union de la gauche qu'il sent menacée par les avances giscardiennes. Mitterrand, au contraire, entend bien garder le plus possible les mains libres. C'est dans les limites d'une alliance que l'un et l'autre savent devoir se maintenir au moins jusqu'aux élections législatives, que vont se trancher les choix des prochaines semaines.

Jean LERMET

ÉLECTIONS MUNICIPALES :

Déclaration du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

Les élections municipales de mars 1977 seront l'enjeu d'un affrontement politique de caractère national au sein de la bourgeoisie, notamment dans les villes. La division ouverte des partis bourgeois de droite et les négociations acharnées entre les partis bourgeois de «gauche», montrent que la bataille est engagée : il s'agit de faire de ces élections municipales un test en vue des législatives. Ces listes bourgeoises de droite ou de gauche ne répondent en rien aux aspirations des travailleurs.

Là où il est possible, du fait des conditions particulières, de constituer des listes populaires, exprimant un authentique courant de masse, refusant les solutions révisionnistes et réformistes, le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste soutiendra ces initiatives et y participera.

En ce sens, il est regrettable que des militants révolutionnaires se soient fourvoyés dans les listes trotskystes qui, généralement, ne correspondent à aucune réalité dans le mouvement de masse et qui apparaîtront clairement comme des cartels d'organisations n'ayant d'autre perspective que la soumission aux partis de l'Union de la Gauche.

Là où les travailleurs n'auront le choix qu'entre des listes bourgeoises, le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste développera largement la perspective de la révolution et du socialisme. Il appellera les travailleurs à combattre la démagogie électorale en formulant et en affirmant, avec force, dans chaque localité, leurs véritables revendications et aspirations.

3 février 1977

Le comité Central

du

Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste



«La mairie de Paris ? Mais ça va s'arranger, Georges»

CHIFFRES A L'APPUI :

PEYREFITTE ET DELORS S'ENTENDENT BIEN

Giscard d'Estaing est-il le président de tous les Français ? 30% seulement des personnes interrogées par la SOFRES pour le journal «L'Expansion» ont répondu oui. D'après le même sondage, plus que tous les autres, les ouvriers et les paysans ont le sentiment d'appartenir nettement à une classe sociale...

Sur ces chiffres, et sur quelques autres, l'ancien ministre Peyrefitte et Jacques Delors, un des nouveaux augures du PS, ont longuement bavardé devant les écrans de télévision. Y a-t-il ou non une tendance à la formation d'un «grand groupe central» ? Effectivement, pour M. Peyrefitte, «les différences sociales diminuent». Et selon M. Delors, il y a «unification sociale des modes de vie, des habitudes vestimentaires et des loisirs».

Quant à Giscard d'Estaing, les deux interlocuteurs se sont félicités l'un et l'autre que 64% des Français estiment qu'il «représente la France à l'étranger». Sur le fait qu'en revanche, il ne représente pas les Français, cela, selon Delors, tient à «la bipolarisation qui le fait apparaître comme le chef de la majorité». Peyrefitte, quant à lui, préfère penser que le

président de la République «paye le fait que la notion de majorité présidentielle a été trop souvent évoquée depuis deux ans et demi». Récemment adepte du giscardisme, il se félicite qu'au cours de sa dernière conférence de presse, «le président de la République ait pris ses distances par rapport à cette notion et l'ait en quelque sorte condamnée».

Si l'on comprend bien, ce «grand groupe central» demande que la France soit «gouvernée au centre», y compris au centre-gauche, avec la participation du PS. Ce que confirment et l'horreur de la «bipolarisation» et le refus de la «majorité présidentielle». En somme, un bel accord.

BAVARD

C'est trois discours que Giscard doit prononcer au cours de son voyage en Bretagne, lundi et mardi. Déjà, on sait de quoi il parlera à Dinan, à Vannes, et à Plœrmel. En particulier, il aura l'intention d'aborder la «culture» et «l'identité» de la Bretagne. Pour lesquelles il a tant fait.

MONTAGNARD

Dans «la Montagne», journal auvergnat, Chirac, qui se déclare d'accord avec «le pluralisme organisé», s'oppose à celui où «on exige tout sans accepter la moindre revendication» de ses partenaires. L'«ex-premier ministre, qui est descendu dans la Corrèze pour mieux remonter à Paris, connaît mieux que quiconque l'art de l'escalade».

JACQUOBINS

Le bonnet phrygien : c'est l'emblème choisi par le RPR. Le front progressiste (gaulliste de gauche), qui l'a adopté avant, en réclamait l'exclusivité en justice. Il n'a pas eu gain de cause. On ne précise pas si les révolutionnaires de 93 ont donné leur accord pour que maître Jacques se coiffe de leur héritage.

COSA NOSTRA

Selon Dominati (RI) «Une espèce de petit clan, de petit syndicat, gouverne la ville de Paris dans le secret depuis dix-huit ans et demi». Calcul fait, cela nous ramène à 1958, date de l'arrivée au pouvoir des Gaullistes. La guerre des gangs, en somme.

POUR ROCARD, L'EXEMPLE FISCAL, C'EST L'ALLEMAGNE !

On savait déjà que Rocard dirigeant du PS avait plusieurs langages : un, quelque peu embarrassé, devant les travailleurs, un autre, beaucoup plus convaincant, devant les patrons. Jeudi soir à la télé, il avait «60 minutes pour convaincre» sur les problèmes fiscaux.

Cet ancien inspecteur des finances a choisi de s'adresser en priorité aux classes moyennes, commerçants ou petits patrons. Sa dénonciation du système fiscal français, il ne l'a faite qu'en le comparant avec celui de pays «bien mieux lotis que nous», à savoir les USA, l'Allemagne ou la Suède. Exhibant le volumineux code des impôts actuel, Rocard s'est bien juré que lui au pouvoir, il le simplifierait, et dans le sens d'une plus grande liberté laissée aux petites et moyennes entreprises, «qui elles, sont créatrices d'emploi et moteur de l'économie». Il y aura bien, quand les socialistes seront au pouvoir, un impôt sur le capital, mais que les capitalistes n'aient pas d'inquiétudes : ils seront imposés sur la base de l'estimation de la valeur de ce qu'ils possèdent comme terrain, et cette estimation ils la feront eux-mêmes ! La «cote» de Rocard a monté pendant l'émission. C'est vrai qu'il n'a pas fait peur à ceux auxquels il s'adressait.

STRAPONTINS

Pour l'union progressiste (gaullistes de gauche), les listes de la gauche doivent «dans le cadre de l'accord du 28 juin, tenir compte de la situation politique telle qu'elle résulte du choix des électeurs». Craignant de se voir réduits à la portion congrue par le PS, ils se tournent du côté de Marchais et critiquent l'action de Defferre à Marseille. Ce qu'il peut en coûter pour gagner quelques strapontins !

POLITIQUE

Les listes municipales :

**UN POINT COMMUN
A TOUS LES PARTIS**

SE PLACER POUR LES LEGISLATIVES

35 jours avant le premier tour des élections municipales, les États-majors, à droite comme à gauche, s'agitent de plus en plus. Il est difficile, voire impossible de faire le point précis des listes d'union déjà composées à ce jour, et ce, pour une bonne raison : quand un partenaire de la «majorité» ou de «l'union de la gauche» annonce un accord conclu, dans bien des cas les autres s'empressent de le démentir ! Dans les 221 villes de plus de 30 000 habitants, on peut considérer que du côté de la majorité, il reste environ 60.

Le caractère éminemment politique de ces élections ne

concerne pas que les grandes villes. Ainsi, aux dernières nouvelles, le PS présenterait 8 000 listes, «homogènes», c'est-à-dire ne comportant pas de membres du PCF. En ce qui concerne les grandes villes, les difficultés se retrouvent dans les plus grandes d'entre elles : à Paris bien sûr, mais aussi à Lyon, où la majorité se présentera divisée, à Marseille, où ce sera le cas de la gauche, à Rouen pour la gauche encore, à Brest, à Toulon, etc...

De plus, le reclassement politique qui commence à s'opérer dans la bourgeoisie amène des tensions et des divisions à l'intérieur de

chaque parti : des Républicains Indépendants rallient des listes RPR, des Radicaux de droite passent à gauche et vice-versa, des Socialistes quittent le PS et d'autres sont exclus, et au PCF on essaye, plus discrètement il est vrai, «d'éliminer» un certain nombre de vieux maires peu conformes à l'image du XXII^e Congrès.

Un seul point commun à tous, dans ces élections : certes il s'agit de conquérir les mairies, mais surtout de préparer les élections législatives que tout le monde voit venir à grand pas.

N.D.

Dans quelques villes

LA CIOTAT : Defferre fait le ménage dans le PS. Un accord de la gauche avait été réalisé à La Ciotat. C'est du moins ce qu'affirmait le PCF, et ce que croyait les socialistes qui avaient conclu cet accord. Il ne manquait plus que la ratification de la fédération du PS, celle des Bouches du Rhône, celle de Defferre. Jugeant l'accord «défavorable» (il donnait 17 sièges au PC et 14 au PS) celui-ci a tout simplement exclu les deux principaux responsables locaux du PS. De nouvelles négociations vont donc devoir s'engager, et sur de nouvelles bases : le PS parachute à La Ciotat le directeur départemental de l'URSSAF, Charles Bonifay, et comme tête de liste évidemment...

NICE : Le M.E.D.E.C.I.N. ne fait pas l'unanimité. M.E.D.E.C.I.N., c'est le nom de la liste de la majorité à Nice. C'est aussi bien sur le nom du secrétaire d'État au tourisme qui règne

sur Nice depuis 66, alors que son père dirigeait la mairie depuis 1928 ! Au delà des appartenances de partis (M.E.D.E.C.I.N. est aujourd'hui aux RI), une seule constante depuis 50 ans : les idées de droite ou d'extrême droite. C'est d'ailleurs le soutien de M.E.D.E.C.I.N. à l'Algérie française qui divise aujourd'hui le RPR. Si certains de ses membres voient avant tout dans le soutien au maire sortant une place assurée au conseil municipal, d'autres, tel Pasquini, font la fine bouche, et envisagent de constituer une autre liste. Quant à la gauche, unie mais vouée à l'échec, elle mise sur les gaullistes de gauche. Binoche, général en retraite et ardent dénonciateur du «danger allemand», figurera sur la liste de gauche, et compte «séduire les 30 000 militaires retraités de Nice».

BREST : Tonnerre dans la majorité. Le centriste Lombard s'oppose au RI Berest. Le RPR a choisi de soutenir

le premier et constituera l'ossature de sa liste tandis que le CDS s'est partagé : il y aura les membres du parti de Lecanuet dans les deux listes.

MAUBEUGE : parachutage contre un ancien.

La gauche est unie à Maubeuge derrière Beregovoy, leader national du PS. La gauche, mais pas le PS, car Forest, le maire socialiste sortant, n'a pas été sensible aux arguments de ses collègues de parti. A plus de 70 ans, il n'est pas prêt à prendre sa retraite et se représente, sur une liste «apolitique»

LYON : RP...L

Collomb et Soustelle se présenteront donc chacun de leur côté. Pour Collomb, «c'est l'image vivante du pluralisme qui s'organise». Soustelle, quant à lui, nomme ses listes. Rassemblement Pour Lyon. RPL, rien à voir avec un autre sigle plus connu !

LUTTES OUVRIÈRES

CHANTAGE A LA CRISE

À TOURCOING :

**UN PETIT PATRON PRÉTEND EMBAUCHER 60 CHÔMEURS
POUR LICENCIER 60 OUVRIERS GRÉVISTES**

Monsieur Delecourt, patron d'une petite usine de céramiques, dans la banlieue industrielle de Tourcoing, à Neuville-en-Ferrain, ne manque décidément pas d'aplomb : il a écrit à Barre et au préfet de région ; les journalistes doivent venir le voir. Son motif : il veut embaucher 60 chômeurs. Ne nous y trompons pas ; *«je désire simplement leur faire prendre la place de 60*

travailleurs immigrés (Algériens, Marocains) en grève depuis le 10 janvier».

A quelques mètres de l'usine, il a entassé dans ses baraquements 52 ouvriers : à 2 dans une pièce, de 2 m sur 4 m pour dormir, faire la cuisine !... Le prix de la location est de 40 centimes l'heure ! Les salaires à l'usine pour des travailleurs arabes vont de 10,05 F de l'heure (pour les machinistes

sur presse) à 10,60 F (pour les maçons) !

Un conducteur de Clark avec 20 ans d'ancienneté touche 11 F de l'heure ! Les revendications ne portent ni sur les conditions de logement et sur les salaires. Ils réclament le 13^e mois et pour ceux qui sont mariés : l'allocation supplémentaire. Mais pour diviser les travailleurs et pour faire jouer les sentiments racistes, M. Delecourt s'y connaît !

Ce qu'il refuse aux travailleurs arabes, M. Delecourt l'accordait depuis longtemps à la quarantaine de travailleurs européens : belges, portugais... Certains parmi eux, sont manipulés par la direction et font circuler des pétitions réclamant du travail !

Le patron ressort alors les arguments racistes : *«ils n'ont qu'à travailler chez eux, s'ils ne veulent pas travailler !»*. Pour mieux diviser les travailleurs européens et arabes, les premiers jours de la grève, le patron a tout fait : avec le directeur, il travaille le dimanche ! L'inspecteur du travail de Tourcoing connaît pourtant bien M. Delecourt. En septembre, il avait dû intervenir, après 8 jours de grève des mêmes ouvriers arabes : *«M. Delecourt avait la fâcheuse habitude de se tromper, sur les fiches de paie «qui ne portent d'ailleurs par son cachet» soit dans le nombre d'heures soit même dans les opérations ! Une réunion doit avoir lieu jeudi au niveau Départemental.*

Corr. Lille

Britanny Ferries (Roscoff)

LES MARINS RÉCLAMENT 17 % D'AUGMENTATION

C'est lundi que Giscard commence son voyage en Bretagne. On se souvient du voyage de Chirac, au temps où il était encore premier ministre. Il avait fait connaître son désir de visiter une entreprise en question (Olida) mettait en lutte. Giscard lui, doit se rendre à Roscoff... où une grève vient aussi d'éclater. Les travailleurs de la compagnie Brittany-Ferries (marins en-

tre autres) se sont mis en grève à l'appel des syndicats des marins, mercredi en signe de solidarité avec les marins de l'armement SNCF de Dunkerque qui s'opposent à l'ouverture d'une nouvelle liaison Dunkerque-Sheerness. Aujourd'hui, la lutte continue et les marins demandent cette fois une augmentation de leur salaire de 17 %. Pour la direction, «la décision des marins n'a

plus qu'un lointain rapport avec le mouvement initial». Bref, elle entend leur dicter leurs revendications ! Toujours est-il qu'elle n'a en conséquence rien cédé. En attendant, elle parle de désarmer le Car Ferry Penn Arbed, et de débarquer tout l'équipage.

La direction du syndicat CGT a demandé de n'en rien faire et au contraire de tout faire pour «faire baisser la pression». La direction a alors accepté de remettre sa décision à lundi. Baisser la pression ? Il ne faudrait pas que ce soit l'occasion pour accepter des miettes ! Les travailleurs le refuseront !

CONTRACTÉS

Monsieur Bergeron, secrétaire de Force Ouvrière, avait fait savoir qu'il voulait discuter avec les patrons sur «la condition des travailleurs manuels». Monsieur Ceyrac a fait savoir qu'il était d'accord pour discuter de «la condition des travailleurs manuels». Cette condition, chacun sait, ne comprend ni la question des salaires, ni celle du chômage, ni... ni... sur lesquelles monsieur Ceyrac ne discute avec personne. Mais monsieur Bergeron est satisfait : sa politique contractuelle va trouver un nouveau champ d'application.

SOGATRANS (CORBAS - RHÔNE)

Les grévistes pourront continuer à occuper les locaux

Le 23 janvier dernier, les employés de Sotragans, entreprise de transports installés sur la zone industrielle de Corbas (Rhône), se sont mis en grève, avec occupation des locaux, pour des augmentations de salaires et pour la réintégration de trois de leurs camarades qui avaient été licenciés. Les négociations qui ont eu lieu la semaine dernière n'ont pas abouti. La direction avait introduit une action en référés pour l'expulsion des grévistes par les flics. Le tribunal des référés s'est prononcé contre.

10 mois après l'explosion meurtrière à la MGM de Clérieux :

3 patrons enfin inculpés

Le parquet de Valence vient d'inculper trois dirigeants de la MGM (Manufacture Générale de Munitions) à Clérieux dans la Drôme : le PDG de la MGM, Budillon, le directeur technique, Deplaud, et le responsable à la production, Robin. Ces inculpations surviennent dix mois après l'explosion qui avait détruit un atelier de la MGM. Cette explosion avait tué six ouvrières, et blessé grièvement six autres. Depuis six mois, le comité des familles des victimes se bat pour que ce crime soit vengé, les trois inculpations des patrons sont le fruit de leur mobilisation sans relâche !

Bouvet (Orne)

Pour la 5^e semaine de congés

C'est pour obtenir la cinquième semaine de congés payés, que les travailleurs de l'entreprise Bouvet à Chanu dans l'Orne sont rentrés en lutte. La direction a bien donné son accord sur quatre des sept points inscrits dans le dernier catalogue de revendications (évolution des salaires, paiement du même nombre de jours fériés en 77 qu'en 76, extension de la prime des «bleus de travail», enfin aucune sanction contre les grévistes). Mais il ne s'agit là que de points secondaires, la cinquième semaine de congés payée intégralement et non récupérable à partir de 77, 1 % d'augmentation du pouvoir d'achat, paiement intégral des jours de grève, ces revendications sont actuellement rejetées par la direction. La grève se poursuit.

Corr. Fiers.



LUTTES OUVRIÈRES

MONIN ORDURES SERVICE

130 TRAVAILLEURS DEVANT LES PRUD'HOMMES

Mercredi soir, s'est tenu le gala de soutien aux 130 éboueurs licenciés par M.O.S. à Lyon, organisé par la CFDT Construction-Bois. Ce gala était animé par différents groupes musicaux arabes et français, par des sketches, joués par des enfants arabes, évoquant différentes parties de la vie d'un travailleur immigré qui arrive en France. Et c'est sur une farandole dansée dans la salle de la Bourse du Travail, après avoir scandé sur un air de musique « Français-immigrés, même patron, même combat », que les participants au gala se séparèrent.

Au centre de cette partie artistique, deux interventions eurent lieu : une, d'un militant CFDT Construction-Bois, l'autre d'un délégué des ouvriers de MOS, rappelant l'historique de la lutte des travailleurs. Un certain nombre de questions furent effleurées.

1) Quels sont les obstacles au développement d'un mouvement de soutien beaucoup plus massif et beaucoup plus large, nécessaire pour obtenir la victoire totale, c'est-à-dire la réintégration ?

2) Dans quelle situation politique nous trouvons-nous donc où on voit la bourgeoisie qui est divisée donc faible, mais où l'on ne remporte pas des victoires décisives, où la bourgeoisie porte des coups très durs.

Toutes ces questions sont à débattre, par les ouvriers de MOS et par tous les travailleurs qui se posent aujourd'hui la question du soutien, d'autant plus qu'une base solide existe, d'unité et de solidarité, entre les ouvriers licenciés.

Les pressions du patron sont nombreuses : propositions de travailler comme « pistes » aux licenciés qui n'ont touché que le fruit des collectes depuis le 28 décembre, c'est-à-dire 300 F chacun. Bien que les sommes collectées jusqu'à présent soient déjà importantes, il est vrai qu'il nous faut encore beaucoup plus pour assurer la subsistance à tous les licenciés pendant plus d'un mois.

Malgré ces conditions très difficiles, ce n'est qu'un tout petit nombre de chargeurs qui va travailler de temps en temps comme « pistes » (à 80 F la journée !)

LE PCF « CE SONT DE FAUX AMIS »

Quant au PCF, la cellule MOS de squelettique qu'elle a toujours été, va vraiment mourir définitivement. Des ouvriers, qui avaient pris leur carte, dans les circonstances que nous avons déjà relatées, sont de plus en plus nombreux à la jeter : « Moi, j'ai déjà reçu 4 ou 5 lettres du PCF. Ils me disent : « Tu es d'accord

avait quelqu'un du PC mais quand il a vu les flics, il est parti ; quand on a manifesté devant les boîtes intérimaires, il n'y était pas, etc... Ce soir, il n'était pas là non plus. Jusqu'à maintenant, tout ce qu'ils ont fait pour nous, c'est nous amener devant les mairies, à droite, à gauche, pour rien du tout. En fait, ce n'est pas des vrais amis ceux-là, ils se servent de nous ». Un autre éboueur l'approuve de la tête pendant qu'il nous parle.

Les ouvriers ne comptent donc guère sur le PCF pour

le succès de leur lutte ! Aujourd'hui, vendredi, ils seront nombreux aux Prud'hommes à 17 heures, 184, rue Duguesclin, (Lyon 3^e) pour faire pression afin que la « faute grave » dont le patron accuse chacun des ouvriers de MOS soit reconnue pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un prétexte pour se débarrasser d'une équipe unie de 130 ouvriers qui, avec leur section syndicale CFDT, ont toujours été à la pointe de la lutte.

avec notre parti, tu adhères à nos idées, etc... alors viens avec nous, etc... ». Mais eux ils ne sont jamais là : « Par exemple, quand on était devant les grilles du dépôt, à Vaux-en-Velin, il y



SONACOTRA

LES PROTESTATIONS CONTRE LES SAISIES-ARRÊTS S'AMPLIFIENT

Depuis 24 mois, les résidents des foyers Sonacotra en grève mènent une lutte contre les loyers trop chers et le règlement intérieur quasi-militaire. Ils ont déposé une plainte au mois de juin 76 contre les prix illicites de la Sonacotra : cette plainte n'a jamais été examinée par la justice jusqu'à ce jour.

La Sonacotra refuse de négocier avec l'ensemble des grévistes et leur Comité de Coordination, et essaie tous les moyens pour les diviser. Il y a sept mois, le foyer de Bagnolet (Seine-Saint-Denis), sur la base d'un protocole d'accord séparé, avait repris les paiements. Aujourd'hui, il a repris la grève, parce que la Sonacotra n'a pas tenu ses promesses. Les grévistes ne croient plus aux promesses de la Sonacotra. La Sonacotra essaie tous les moyens pour casser la lutte, et aujourd'hui avec l'aide de la

justice bourgeoise, elle choisit les saisies-arrêts sur salaires pour faire face à la détermination des grévistes.

Le 27 janvier, le tribunal de Montreuil a rendu son jugement validant la saisie-arrêt au profit de la Sonacotra. Les résidents du foyer de Montreuil ont décidé de faire appel de cette décision.

Le 1^{er} février, le tribunal de Puteaux a rendu un jugement dont les termes sont un peu contradictoires. Il a statué pour la saisie-arrêt contre les résidents du foyer de Nanterre, demandant qu'une expertise soit faite, considérant que les sommes dues ne peuvent être fixées que par expert-comptable qui déterminerait dans quelles conditions les augmentations pratiquées par la Sonacotra ont été faites.

Dans certaines entreprises, les patrons ont déjà

commencé à retirer l'argent sur les payes.

Les résidents ne sont pas surpris par ces verdicts de la justice, qui, une fois de plus, a montré qu'elle est contre les travailleurs. Ils sont prêts à payer un loyer juste, ils demandent l'égalité des droits avec les travailleurs français au niveau du logement.

Ils sont déterminés à continuer la lutte. Une manifestation est organisée par les comités de résidents des foyers de Saint-Denis et de Pierrefitte pour protester contre les saisies-arrêts sur salaire décidées contre les résidents des foyers de Dijon, Pierrefitte, Saint-Denis et Nanterre.

**Manifestation
samedi 5 février à 14 H
devant la mairie de
Saint-Denis
M^o Basilique de St Denis**

L'UL-CFDT de Dinan n'a plus le droit de tirer des tracts...!



Une des portes du local CFDT de Dinan (Côtes-du-Nord) a été murée par les services techniques de la ville, dans la nuit du 24 au 25 janvier. Pour l'Union Locale CFDT, il s'agit d'une atteinte grave portée à la sécurité et à l'indépendance de son organisation, d'une violation de domicile, d'autant plus que la CFDT estime par ailleurs, qu'en cas de modification ou de transformation, la ville a le devoir de consulter préalablement les organisations qui, « en tout état de cause, peuvent s'estimer garanties dans leur fonctionnement contre toute indiscretion et intrusion exténeure ».

La CFDT attend encore la « moindre démarche officielle l'informant du pourquoi d'une telle intrusion clandestine ». Comment se fait-il que Charles Josselin, député PS de la circonscription de Dinan, et conseiller général, sans nul doute averti de cette initiative de la ville, ne s'y soit pas opposé ? Une précision intéressante : la porte qui a été murée est celle qui donne accès au matériel d'impression de la CFDT. Voudrait-on empêcher la CFDT de s'exprimer ? En particulier dans une période précédant la venue de Giscard, qui doit passer lundi 7 à Dinan ?

RENAULT (GRENOBLE)

AUGMENTEZ NOS SALAIRES : DÉBRAYAGES ET COULAGE DES CADENCES

Communiqué CFDT Renault-Dauphiné (Succursale de Grenoble)

Vendredi 28 janvier, à l'appel des sections syndicales CFDT et CGT, les travailleurs de Renault Dauphiné (succursale de Grenoble), ont débrayé à 80 % contre le plan Barre et pour obtenir la parité avec l'usine.

Les travailleurs ont manifesté et défilé pendant deux heures dans tous les ateliers en criant ensemble : « Plan Barre y'en a marre ! Augmentez nos salaires ! Parité avec l'usine ! ». La direction de la succursale a reçu les grévistes mais sans aucun résultat, chacun a maintenu ses positions et la manifestation a continué.

Dans l'immédiat et à titre de rattrapage, les travailleurs de Renault Dauphiné réclament une augmentation de 100 F, de meilleures classifications et conditions de travail. Après la manifestation, réunis en assemblée générale, les travailleurs ont décidé de continuer l'action revendicative par des débrayages tournants et en ralentissant les cadences.

Contre l'intransigeance patronale, les travailleurs de la succursale ont compris la nécessité de coordonner leur lutte avec celle d'autres succursales Renault pour développer l'action et faire aboutir leurs revendications communes. Contre le plan Barre, offensive ouvrière ! Frappons tous ensemble !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

GUICHARD EN TOURNÉE

LA REPRESSION PREVENTIVE

Communiqué de l'AMFP (association médicale Franco-Palestinienne)

Jeudi matin, 3 février, à 1 h 15, un attentat à l'explosif a été commis, 24, rue de la Réunion - Paris 20^e - au siège de la Librairie Palestine et de l'Association Médicale Franco-Palestinienne. C'est là en effet que sont triés et entreposés médicaments et matériel chirurgical destinés à secourir les populations palestinienne et libanaise, victimes au Liban du complot impérialiste et sioniste. Intenter à la diffusion de la pensée culturelle d'un peuple et détruire ses moyens d'action sanitaire sont les procédés classiques des mouvements fascistes.

L'AMFP s'adresse une fois encore au gouvernement français pour que soient recherchés, démasqués et traduits en justice, les auteurs de ce nouveau crime qui s'ajoute aux quatre assassinats de personnalités palestiniennes perpétrés à Paris depuis 1972. Le communiqué adressé à l'AFP, par l'un des auteurs de l'attentat annonce qu'il s'agit là « du premier et du dernier avertissement ». De tels procédés ne sont pas de ceux qui peuvent démoraliser un peuple qui a surmonté avec courage et dignité d'ausai lourdes épreuves que Septembre Noir et Tell El Zaatar. Quant à l'AMFP, elle poursuivra sans faillir son soutien sanitaire et moral au peuple palestinien dans sa lutte pour reconquérir ses droits nationaux.

Association Médicale
Franco-Palestinienne

URANIUM ET FLUOR DANS L'EAU DE LA CANTINE

17 ouvriers de la Comurhex déclarés inaptes

17 ouvriers de l'usine Comurhex de Pierrelatte, usine de retraitement de l'uranium, où l'eau de la cantine avait été contaminée il y a quelques semaines, ont été déclarés inaptes à travailler en « zone », les doses admissibles d'uranium et de fluor étant dépassées pour eux.

En zone « uranium », 6 travailleurs sont contaminés. L'un d'eux présente une concentration uranique de 1 084 microgrammes par litre dans les urines. En zone fluor, 11 travailleurs sont atteints. La sécurité s'est dégradée à la Comurhex. Au CEA la norme en vigueur pour retirer un ouvrier de la zone uranique est de 35 mg par litre. Chez Comurhex elle est de 200 mg par litre.

Les visites médicales sont moins fréquentes qu'au CEA. Le service de radio-protection tient secret les résultats lus sur les dosimètres. Et les travailleurs trop curieux se voient menacer.

AFFAIRE DE BROGLIE

Quand les photocopies brûlent

Nouveau coup fourré dans l'affaire de Broglie. Impossible de remettre la main sur plusieurs pages du répertoire saisi par la police chez M. de Varga. Elles ont été détruites « accidentellement » lors des manipulations des policiers qui les photocopiaient ! C'est ce que les policiers eux-mêmes affirment. Avec les pages disparues, ce sont des preuves de l'implication de personnalités politiques connues qui ont également disparu, selon toute probabilité. Des personnalités qui auraient donc intérêt à la destruction de ces pages et qui avaient les moyens de convaincre les policiers manipulateurs d'être « maladroits »... Par ailleurs, alors que le silence semble retomber sur cette affaire, l'interrogatoire de Simoné se poursuit chez le juge Floch.

● **OVERDOSE D'HÉROÏNE : 2 JEUNES SONT MORTS :** On a découvert jeudi à Mathieu près de Caen, le corps d'un jeune homme qui était décédé pour cause de toxicomanie. Il a été établi qu'une soirée dans l'appartement du fils du sénateur maire de

Caen, M. Giraud avait eu lieu. Après avoir abordé drogue et alcools deux jeunes étaient morts. Les autres ont emmené leur corps pour ne pas être suspectés. Les habitudes toxicomaniaques du fils du sénateur maire étaient notamment connues à Caen.

En visitant mardi deux centres d'éducation surveillée dans le Val-de-Marne et en donnant à sa visite le maximum de publicité, Guichard a tenté de faire croire que le principal souci de la justice est la « prévention » de la délinquance. Mais même dans ces centres choisis, il n'a pu échapper à certaines revendications des éducateurs, dénonçant leurs trop faibles effectifs.

Il est des chiffres que Guichard s'est abstenu de rappeler au cours de sa visite ; ceux du budget de 76 par exemple : 240 emplois nouveaux créés pour l'Éducation surveillée sur un

total de 1614 alors que les services judiciaires et l'administration pénitentiaire en obtenaient respectivement 470 et 838. Quant au programme d'équipements, il ne formait que 13 % du budget global. L'intérêt de Guichard pour la prévention n'est pas allé jusqu'à promettre un quelconque changement en la matière.

Il y a plus grave : ces derniers mois, des affaires comme celle de Léon Lanoë éducateur à Nantes trainé devant les tribunaux pour avoir parlé de la contraception à des jeunes, ou encore celle des deux licen-

ciements de Châlon-sur-Marne montrent quelle est la véritable conception de la bourgeoisie en matière de « prévention ». En « milieu ouvert », les éducateurs sont invités par l'administration judiciaire à jouer le rôle de policiers, de profiter des liens qu'ils tissent avec les jeunes pour les dénoncer, au moindre « pépin ». Les deux éducateurs licenciés à Châlon en octobre 1975 ne voulaient pas « donner bonne conscience par rapport aux carences du système en mettant de l'huile dans les rouages qui grincent ». C'est là précisément la fonction que la bourgeoisie assigne à l'éducation spécialisée :

neutraliser la révolte que des jeunes expriment contre la société capitaliste, à travers la « délinquance ». Le directeur d'un centre visité par Guichard le disait à sa manière : « notre but est de faciliter la réinsertion des jeunes qui nous sont confiés soit dans leur milieu familial, soit dans le milieu du travail, nous avons pour tâche de les rendre autonomes... »

Certains éducateurs, de plus en plus nombreux remettent en question ce rôle, ils refusent de servir de caution libérale dans la répression des jeunes.

Claude ANCHER

LE « PLAN BLEU » ADOPTÉ À SPLIT (YUGOSLAVIE)

Mais 920 barils de plomb tetraéthyle sont toujours au fond de l'Adriatique



Le littoral pollué

Quatorze pays du pourtour de la Méditerranée ont adopté jeudi à Split, en Yougoslavie un « Plan Bleu » pour la sauvegarde de la Méditerranée. Ce plan est destiné à accompagner le développement économique de la Méditerranée tout en luttant pour sa protection. Le coût de ce programme sera de 1,5 millions de dollars pour les deux années à venir et sera réparti entre les participants proportionnellement à leur produit national brut. La part de la France sera de 45 %. Ce plan Bleu est destiné à être complété par des plans propres à chaque pays visant le même objectif.

Après celui qui s'est déroulé lors de la conférence sur l'énergie solaire, un nouvel affrontement a eu lieu entre les représentants de la France et de l'Italie. La France proposait d'établir le centre d'activité anti-pollution du Plan Bleu à Split et un centre de recherches en France. L'Italie s'est absolument refusé à cette solution qui assurerait l'hégémonie française en ce domaine (et sur les marchés commerciaux consécutifs).

L'Italie, pour sa part est

engagée dans une opération particulièrement délicate de « nettoyage » de l'Adriatique. On se souvient du « SOS » du commandant Cousteau au mois de septembre dernier à propos du naufrage du cargo Cavtat (Yougoslavie) qui a coulé par cent mètres de fond, avec 920 barils de plomb tetraéthyle dans les soutes. Le plomb tetraéthyle est un toxique extrêmement violent, qui, si les barils se percent empoisonnera toute la région et peut-être toute l'Adriatique qui est une mer presque fermée. L'affaire traîne depuis juillet 74 alors que les dangers sont connus. Le gouvernement italien envisagerait de récupérer les 500 barils qui se trouvaient sur le pont du cargo (ce qui nécessite trois mois de travail). Pour les 420 autres barils qui sont au fond des cales, noyés dans la vase, la marine italienne envisage de couler tout bonnement du béton sur les restes du navire ! L'intérêt de cette opération est qu'elle ne coûterait à l'Italie que 30 milliards de lire. Mais cela ne ferait au mieux que retarder la grave menace qui plane sur cette partie de la Méditerranée.

Le super à 2,29 F le 15 février

UN MAUVAIS COUP QUI SE PRÉPARE « EN DOUCE »

La presse officielle ou officieuse fait état depuis hier de « rumeurs persistantes » selon lesquelles le prix du litre, de super passerait à 2,29 F le 15 février. Elle entonne son couplet habituel pour tenter de désarmer le mécontentement que cette mesure doit engendrer. « Ce n'est pas une surprise. Cette hausse était devenue inévitable (?), etc ». Elle tente de faire passer la hausse pour une « nécessité technique », le taux de la hausse étant soi-disant l'objet d'une « controverse entre la direction des carburants et la direction des prix que Barre devra trancher ».

juillet à août 75 la chute du dollar a rapporté 1,6 milliard de francs lourds. L'essence n'a pas baissé pour autant.

Le deuxième argument est la hausse du pétrole. Pour juger l'argument il suffira de rappeler ce que Giscard déclarait à Ryad le 25 janvier dernier : « La France approuve la modération dont a fait preuve l'Arabie Saoudite lors des dernières fixations des prix du pétrole. Le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que cette modération des prix se retrouve au niveau des consommateurs ». Chose dite, chose faite : 10 jours après c'est l'annonce de la



Un manège qui commence à bien faire

Deux arguments sont mis en avant : la hausse du dollar de 2 % et celle du brut de 5 %. La hausse serait elle-même fiscalisée. Les compagnies qui achètent en Arabie Saoudite (donc moins cher) se verraient retourner par l'État une part plus faible du produit de la hausse que celles qui achètent ailleurs. L'argument de la hausse du dollar est fallacieux. A chaque fois que le dollar augmente, le gouvernement en profite pour faire passer ses hausses. Mais à chaque fois qu'il baisse, on n'en entend jamais parler. De

hausse ! Enfin la dernière manœuvre consiste à avancer (c'est plus que probable) un chiffre de hausse supérieur de quelques centimes à celui que Barre adoptera finalement. Un : on prépare l'opinion à une certaine hausse. Deux : on fait mine démagogiquement de faire l'impossible pour limiter la hausse !

Parions que le chiffre définitif de la hausse est déjà décidé...

INTERNATIONAL

CASABLANCA

LES AVOCATS FONT LE PROCES DE LA JUSTICE DU ROI

Jusqu'au bout le procès de Casablanca sera un des procès les plus révoltants de l'histoire judiciaire du royaume de Hassan pourtant déjà fournie en exemples de défis de justice.

le déroulement du procès, le substitut demandait contre eux la peine maximum pour la plupart des accusés, de lourdes peines de prison, une forme à peine adoucie de la peine de mort.

bâtonnier de l'ordre des avocats a exercé des pressions énormes, brandi des menaces contre les avocats qui refuseraient de plaider, notamment à l'égard de ceux qui avaient été commis d'office.

des violations de tous les principes élémentaires du droit. C'est notamment maître Nassiri, avocat de très grande réputation qui a dressé la liste des violations qui ont caractérisé le procès. La plupart des avocats se sont simplement contentés de dire que pour l'essentiel, ils s'en remettaient à ce qu'avait dit maître Nassiri. On attend maintenant que le roi dicte son verdict au servile et infâme président du tribunal.

Les accusés n'ont même pas pu participer aux derniers débats. Tandis que les médecins de la prison refusaient de les assister pendant leur grève de la faim de protestations contre

Jeudi, après la plaidoirie de l'accusation les avocats devaient plaider. Les accusés leur avaient demandé de ne pas le faire, comme eux mêmes avaient refusé de participer aux débats. Le

Les avocats se sont alors mis d'accord pour refuser de toute manière de plaider sur le fond, et toutes leurs plaidoiries ont été une longue suite de dénonciation

SANGLANTE PURGE

Le coup qui s'est déroulé au sein même du conseil militaire provisoire, le «DERG» a coûté la vie à Teferi Bente et six autres membres de ce conseil. Le général et ses acolytes ont été accusés d'être des membres secrets du parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PRPE) et des sympathisants du parti démocratique éthiopien, nom sous lequel se regroupent les féodaux.

Il ne semble pas que ni Mengistu, le principal chef de la junte, ni Atnafu, ne perdent leur poste. L'amalgame entretenu entre le PRPE et le parti des féodaux indique qu'au moins sur ce point il y a continuité dans la politique intérieure éthiopienne. L'accusation lancée à l'encontre du PRPE par le régime a servi jusqu'à présent à justifier une violente répression de masse.

Le point politique le plus saillant de la déclaration du Dergue a été de dire «Nous pourrions maintenant nous joindre aux Ethiopiens progressistes qui ont élevé la voix pour dire : «A bas les impérialistes, à bas le capitalisme bureaucratique,

à bas la CIA». Or la plus notable évolution du régime éthiopien avait été de rétablir tous ses liens avec les USA dans la dernière période, notamment les ventes d'armes tandis que les bases US étaient maintenues. Dans le même temps, les conseillers militaires israéliens revenaient. De l'autre côté, l'URSS approuvait à grand bruit les mesures du Dergue, tandis que les conseillers politiques de la junte comme Haile Fida appelaient à imposer un «cours soviétique» au pays.

Les profondes difficultés rencontrées par le régime éthiopien n'ont cessé de s'aggraver : un grand mécontentement semble se dessiner dans les campagnes, tandis que la répression s'abat sur la province de Wollo, les menaces de famine se font de plus en plus pressantes. En Erythrée les bases de l'armée éthiopienne se rendent les unes après les autres dans la région ouest. Malgré une féroce répression, les manifestations ont repris dans Addis Abeba même. Et sur cet arrière fond de difficultés les USA et l'URSS se déchirent l'Ethiopie.

QUELQUES DATES

- 28 février 1974 : soulèvement des unités de l'armée. Le gouvernement démissionne.
- 12 septembre 1974 : l'empereur est déposé
- 7 octobre : tous les lycéens et les professeurs (les seules forces politiques démocratiques organisées) sont envoyés dans les campagnes.
- 23 novembre : Andom, l'un des principaux membres de la junte est exécuté ainsi que cinquante huit dignitaires.
- Janvier 75 : les combats les plus violents de la guerre se déroulent en Erythrée, l'armée éthiopienne organise de véritables massacres.
- 22 avril 1975 : l'armée tire sur les manifestations ouvrières.
- 23 septembre 1975 : répression sanglante de la grève de divers services. Sept membres de l'Ethiopian Airlines sont tués au cours des manifestations.
- Juin 1976 : tandis que la répression s'étend dans les villes comme dans les campagnes, la junte tente d'organiser une marche sur l'Erythrée, en mobilisant des milliers de paysans qu'elle arme rudimentairement. Ils sont défaits au premier accrochage.
- 10 juillet 1976 : exécution du commandant en chef de l'Erythrée et du président de la commission des affaires étrangères.
- Janvier 1977 : en une semaine quatre garnisons se rendent en Erythrée.

EN ETHIOPIE



L'Ethiopie : un enjeu dans une zone en mouvement

A la corne de l'Afrique, l'Ethiopie avec sa forte population, la troisième d'Afrique avec 26 millions d'habitants constitue un enjeu. La côte érythréenne contrôle sur 1 000 kilomètres la mer Rouge. Les USA y maintiennent leur principale base d'écoute Kagnev. Ils encouragent le régime à poursuivre la guerre contre l'Erythrée. Que va devenir Djibouti ? L'Ethiopie est de plus en plus impliquée dans la question de l'indépendance de la colonie française, qui est en même temps une grande base militaire.

Un mouvement pour la libération de Djibouti s'est constitué à Addis qui prétend être le pendant du Front de Libération basé en Somalie, cela paraît surtout une politique de division.

Ensuite une tension permanente existe entre l'Ethiopie et la Somalie à propos de l'Ogaden annexé par Haïlé Sélassié. Enfin, dans la dernière semaine de janvier, une brutale opposition s'est faite jour dans les deux pays, chacune accusant l'autre d'entretenir la subversion contre l'autre. Or cette brusque montée de la tension a correspondu à l'annonce par le gouvernement américain que des liens plus étroits allaient être rétablis avec le Soudan, qui avait rompu ses relations diplomatiques avec les USA en 1967 ! Les difficultés internes de la junte militaire paraissent dans ce contexte entièrement comme les précédentes purges investies par les deux super-puissances qui les utilisent comme leviers.

PALESTINE OCCUPÉE

3^e JOURNEE DE MANIFESTATION



L'armée israélienne a pris en otage trente huit personnes pendant les manifestations qui se sont déroulées pour le troisième jour consécutif. Le maire de la ville de Naplouse proteste auprès du ministère israélien de la défense de l'ampleur de la répression. «Tant de gaz lacrymogènes ont été répandus par les soldats israéliens que toute la ville de Naplouse a les larmes aux yeux». Les manifestations déclenchées en Palestine Occupée sont le prolongement de la lutte des prisonniers palestiniens qui exigent le statut de prisonniers de guerre.

● BERLIN : PREMIERE DECLARATION SOVIETIQUE

Pour la première fois depuis les mesures prises par l'Allemagne de l'Est pour intégrer Berlin-Est, l'URSS intervient à propos de Berlin pour dénoncer la visite du ministre des Affaires Étrangères d'Allemagne de l'Ouest à Berlin-Ouest. Les mouvements de troupe signalés en Allemagne de l'Est seraient les signes d'une réorganisation de l'armée, allant dans le sens notamment d'une intégration des «milices ouvrières» aux troupes.

● PAS DE SOUTIEN A SMITH, DECLARE L'ENVOYE US :

Andrew Young, représentant à l'ONU des USA, et en mission en Afrique, a déclaré qu'il

n'apporterait aucun soutien à Smith et qu'il considérerait le plan anglais comme valable ! Puisque le principal reproche fait à Smith est son refus d'appliquer ce plan, auquel s'attachent les USA, Young remplacerait-il Smith ?

● OPEP : VERS UN PRIX UNIQUE DU PETROLE BRUT :

Le président en exercice de l'OPEP, ministre du pétrole de Qatar a déclaré à un journal d'Abou Dhabi qu'une formule pour l'adoption d'un prix unique du pétrole a été mise au point. Il a également déclaré que le système du double prix, en vigueur depuis le dernier sommet de l'OPEP n'était pas un problème en soi, mais qu'un prix unique serait préférable.

VIETNAM : PLUS D'UN MILLION DE COLLABORATEURS DE THIEU ONT RECOUVRE TOUTS LEURS DROITS

C'est ce qu'a déclaré hier à Paris l'ambassadeur de la République socialiste du Viet Nam en France. Seuls une cinquantaine de milliers de criminels de guerre reconnus et de personnes ayant tenté de saboter l'édification du pays sont dans des centres de rééducation.

L'ambassadeur démentait ainsi «les affirmations émises en France et aux États Unis quant à la prétendue violation des droits de l'homme au Viet Nam, et une prétendue déportation d'une partie de la population du Sud vers le Nord».

ASSAD REJETTE LES PRETENTIONS ISRAELIENNES

La force de dissuasion arabe qui se trouve au Sud Liban ne se retirera pas et ne se pliera pas aux exigences israéliennes a déclaré le président Assad après qu'Israël

ait formulé plusieurs ultimatums, transmis à la Syrie par l'ambassadeur américain lui demandant notamment de retirer ses troupes de Nabatieh.

INTERNATIONAL

L'EUROPE AU SUFFRAGE UNIVERSEL ET L'EUROPE DE SCHMIDT

Toute rencontre entre l'impérialisme français et l'impérialisme allemand, depuis 1963 a pour enjeu la construction européenne. Depuis la publication du rapport Tindemans, puis son approbation pour les organismes de la Communauté Économique Européenne, il est acquis que le parlement européen sera élu au suffrage universel. Giscard, notamment, a avalisé ce projet, qui intervient quand la suprématie allemande s'affirme sur l'Europe.

Au mois de juillet, Helmut Schmidt déclarait que les participants du sommet de Porto-Rico-Etats Unis, Allemagne, France, et Grande Bretagne avaient pris la décision de ne pas accorder de prêts à l'ITALIE si le PCI venait au pouvoir. Cela souleva un beau tollé, mais dans la situation de compromis historique rampant, le gouvernement italien n'existant que par l'abstention critique du PCI, c'est ce qui se fit. Lors du dernier voyage du premier ministre italien aux USA, puis lors du voyage du vice-président US, Mondale, en Italie, la semaine dernière, l'Italie n'obtint aucune garantie pour un prêt qu'elle demande au FMI.

A l'égard de l'ANGLETERRE, l'Allemagne a exigé avec les USA pour que le prêt de 3,9 milliards de dollars soit effectué par le Fonds Monétaire International, que le gouvernement mette au point un plan d'austérité plus dur. Ce qui fut fait, non seulement les salaires étaient bloqués, mais un plan de réduction

des dépenses publiques adopté. Celui-ci signifie des milliers de licenciements, ainsi que l'abandon de projets tels que les constructions d'écoles, d'hôpitaux, etc...

A l'égard du PORTUGAL, le parti social démocrate allemand combinant son intervention à celle de l'ambassade US, a fourni à profusion des fonds à Soarès, le chef du Parti Socialiste pour qu'il soit en mesure d'arracher le pouvoir des mains du PCP qui colonisait progressivement l'appareil d'Etat.

A l'égard de l'ESPAGNE, Willy Brandt se rend au congrès du PSOE, le Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne en novembre dernier. Il lui apporte son soutien en même temps qu'il rend visite au premier ministre Adolfo Suarez. Les fonds du Parti Social Démocrate viennent alimenter les caisses du parti socialiste aussi bien en Catalogne, qu'en Espagne même.

Pour la pression économique et financière, en pesant sur les partis socialistes, l'Allemagne de Schmidt s'impose comme le leader de l'Europe en construction, en même temps que le second des USA en Europe. L'Allemagne œuvre à l'intégration européenne que soutiennent les USA, une Europe construite sur le modèle allemand.

LE MODÈLE ALLEMAND

«Nous devons être un modèle pour l'Europe» déclarait Willy Brandt le président du parti devant des ouvriers allemands. Le système des interdictions professionnelles, par lequel tout «ennemi de la constitution» est chassé des emplois dans la Fonction Publique, la censure, ouverte et insidieuse de tout ce qui est moyens d'expression, la liquidation des droits de la défense dans les tribunaux, lors des procès à caractère politique, l'utilisation de la chirurgie du cerveau pour modifier le comportement des prisonniers dont nous avons eu récemment un exemple sur les écrans de TF 1, tout cela combiné à la liberté d'action des anciens mais, à leur participation à l'appareil d'Etat constitue le fameux «modèle allemand» qu'ils veulent imposer à l'Europe. La convention dite «anti-terroriste» qui vient d'être signée par la plupart des pays membres du conseil de l'Europe répond



Schmidt et Genscher, le Chancelier et son ministre des affaires étrangères. De quoi souffler !

aux vœux du ministre de l'intérieur Raihoffer. Les entretiens de ce dernier avec Poniatowski qui se détaillent parallèlement aux discussions Giscard-Schmidt s'inscrivent dans le cadre d'une collaboration plus étroite des polices.

L'EUROPE AMÉRICAINE

L'intégration européenne, qui se fait sans la suprématie de plus en plus marquée de l'impérialisme allemand constitue une menace des plus graves pour les libertés démocratiques, pour les conditions même de vie des masses et enfin pour la souveraineté nationale de tous les pays participant à la construction de l'Europe. Dans le même temps la suprématie allemande lie plus étroitement l'Europe à la super puissance américaine qui attribue à l'Allemagne le titre de « locomotive de l'économie mondiale » au même titre le Japon et les USA. De son côté, Schmidt déclarait « Les excellentes relations entre nos deux pays sont maintenant si bien établies que je ne pense pas qu'un changement tant à Washington qu'à Bonn puisse les remettre en cause ».

La voie de construction de l'Europe dans laquelle se sont engagés les impérialismes européens, dont l'impérialisme français constitue une grave menace pour le peuple de France. Et la gauche française en est entièrement partie prenante, notamment par les liens privilégiés qu'entretient le parti de Mitterrand avec le parti de Schmidt.

G. Carrat

LE PARTI DE MITTERRAND ET LE PARTI DE SCHMIDT «IL N'Y A JAMAIS EU D'OPPOSITION ENTRE LE S.P.D. ET LE P.S.»

Commentant la sortie de Schmidt à propos de l'Italie, Mitterrand déclarait : « Je ne crois pas que Helmut Schmidt ait exprimé l'opinion du parti social-démocrate. Il a parlé en chef d'Etat. D'ailleurs, il n'y a jamais eu d'opposition entre le SPD et le PS, surtout depuis que ce dernier est redevenu le premier parti de France ».

Le député PS, Bouloche annonçait de son côté comme un « événement d'une grande signification » la rencontre entre le PS et le SPD, tenue au début du mois et selon laquelle ils se sont mis d'accord sur toutes les questions discutées.

« A Bonn vient d'être constitué entre le Parti Socialiste français et le SPD allemand, un groupe de travail se proposant d'examiner en commun les problèmes relatifs à la politique économique et au projet de société préconisés par les deux formations. La nouvelle est d'importance ».

Ainsi l'éventualité, ouvertement confirmée par Defferre, de Mitterrand premier ministre de Giscard loin de représenter un coup d'arrêt à la construction européenne américano-allemande, ne peut que la renforcer d'autant plus si le SPD reste au pouvoir.

Les difficultés d'Helmut Schmidt

«Les sociaux démocrates ne doivent pas s'accrocher au pouvoir».

Au moins un million six cent mille chômeurs sont connus sans compter 400 000 départs à la retraite anticipée, et les 750 000 travailleurs immigrés qui ont été chassés d'Allemagne depuis 1973. Parmi ces 2 750 000 travailleurs, 421 000 touchent une allocation décente ; cette situation va s'aggravant. De leur côté les syndicats ont fortement renoué lors des négociations salariales, refusant le blocage des salaires.

La « prospérité » allemande qui se traduit par un surplus commercial élevé est lentement grignotée. Le bénéfice du commerce extérieur était de 50,8 milliards de Marks en 1974, de 37,3 milliards en 1975 et de 34,5 milliards en 1976. On est loin des déficits records de Barre et de l'anglais Callaghan, mais les contre-coups de la crise frappent aussi en Allemagne.

Enfin, depuis les élections en octobre dernier une certaine incertitude politique règne. Le gouvernement de Schmidt est minoritaire. Ses alliés du parti libéral passent dans certains Länder, des accords avec la CDV, le parti démocrate chrétien. Lors d'un congrès tenu à la fin du mois de janvier, Wehner, le chef du groupe parlementaire, et Egon Bühr, le secrétaire général du parti ont affirmé que les « sociaux démocrates n'avaient certainement pas intérêt à s'accrocher au pouvoir ».

Les difficultés économiques qui émergent, l'incertitude politique n'adoucissent en rien les appétits allemands, ils ne feront que rendre plus aiguë la bataille pour la suprématie d'une Europe dans laquelle depuis le début de la crise l'impérialisme français a de plus en plus le dessous.

AFRIQUE DU SUD

De nouvelles lois répressives

Un projet de loi vient d'être proposé en Afrique du Sud. Il donnera des pouvoirs accrus « en matière de défense et dans la lutte contre les désordres intérieurs ». Selon celui-ci, la censure totale pourra être imposée à la presse, des bâtiments réquisitionnés, les réservistes rappelés plus fréquemment.

A la fin de la semaine dernière les élèves du Cap poursuivaient la grève des cours. A Soweto, les étudiants ont repris les cours. Dans toutes les rues de la ville et notamment autour des écoles des policiers en armes circulaient.

GRÈVE DES MINEURS DE CHROME

Plus de 1 000 mineurs africains de la mine de chrome de Kroondal à cent kilomètres au nord-ouest de

Johannesbourg se sont mis en grève la semaine dernière pour exiger des hausses de salaires. Selon la « général Hining », qui possède la mine, celle-ci aurait vu sa production totalement stoppée.

Tandis que les représentants de la compagnie ouvraient des négociations, Vorster, le premier ministre envoyait d'importantes forces de police armée prendre position face aux mineurs.

FRANCE ISRAËL : LES POURVOYEURS D'ARMES

M. Leslie Harriman, président de la commission des Nations-Unies sur l'apartheid a déclaré : « Quand la France dit qu'elle ne fournit plus telle ou telle arme à l'Afrique du Sud, cela veut simplement dire qu'elle a conclu avec ce régime des

accords qui lui permettent de fabriquer les armes en question sous licence ». Israël serait sur le point de livrer 20 avions à réaction « Kfir 1 » deux navires sont en cours d'achèvement dans le port de Haïfa. Chacun de ces deux navires est équipé de fusées « Gabriel ». Par ailleurs le matériel militaire électronique américain fabriqué à Tel Aviv sous licence est réexporté vers l'Afrique du Sud. En retour, l'Afrique du Sud livre à Israël de la houille, de l'or, des diamants, du sucre et du tabac. Israël et l'Afrique du Sud coopèrent dans la recherche nucléaire, en utilisant l'uranium d'Afrique du Sud.

Ainsi, en neuf ans, les deux régimes racistes ont multiplié par trente leurs échanges.

SADATE MENACE

D'après un décret signé à la télévision, Sadate a mis hors la loi tous les partis et autres que ceux mis en place en novembre. La participation à des grèves, des regroupements des attaques contre l'administration seront punies de peines de travaux forcés à perpétuité. Dans le discours de présentation de son projet, il a également exigé l'austérité la plus sévère, déclarant notamment : on ne peut dépenser 170 livres quand nous en gagnons cent. L'endettement fantastique de l'Égypte est en grande partie responsable de cette situation.



À propos du livre de Marcel Caille :

LES TRUANDS DU PATRONAT

CFT : voilà que le nom de cette officine patronale, aux relents fascisants et à l'activité tristement célèbre, est réapparu par deux fois sur le devant de la scène en quelques jours : le Conseil d'État vient de lui refuser le droit de siéger dans les comités économiques et sociaux régionaux, rejetant ainsi la demande

de Poniatowski. Quant à Marcel Caille, secrétaire national de la CGT, il vient de publier aux Éditions Sociales un livre traitant des agissements de cette officine : «*Les truands du patronat*», un livre qui justement parle de Poniatowski et de l'action que celui-ci mène sans relâche depuis deux ans pour la «reconnaissance» de la CFT.

Mais Poniatowski n'est pas le seul, et Caille le montre, d'innombrables députés, ministres ac-

députés, ministres (actuels ou anciens), des partis de la majorité, ne sont pas en reste ! De la «bienveillante neutralité» envers l'officine jusqu'à son soutien (financier entre autre) avoué ou non, la liste est longue depuis deux ans, de ceux qui rêvent ainsi d'ajouter un nouveau maillon légal à l'actuel arsenal répressif dirigé contre la classe ouvrière : et notamment les hommes de l'ex-UDR comme Sanguinetti, Tomasini, Charbonnel, Galley (ancien ministre des PTT), Mazeau... et Chirac, que nombre des éléments précités ont suivi... au RPR.

Que la bourgeoisie essaie de la sorte de se donner un moyen supplémentaire pour s'attaquer aux droits de la classe ouvrière n'a rien d'étonnant, tant il est vrai que l'obtention de ces droits n'a jamais été le fait de sa bonne volonté et que sans cesse, elle tente de reprendre d'une main ce qu'elle a été obligée de céder de l'autre.

Le droit de grève reconnu en 46, celui des syndicats en 1884, celui des sections syndicales en 68 ont été chaque fois le résultat d'âpres luttes ; et à quoi assistons-nous aujourd'hui, de la part de la bourgeoisie en crise, sinon à une tentative continuelle de remise en cause des libertés syndicales ? Mises à pied, licenciements de délégués syndicaux,

interventions des forces de police dans les usines occupées, sont devenus systématiques dans la période. Et la bourgeoisie en ce domaine tente quotidiennement d'aller toujours plus loin : pas plus tard que la semaine dernière, la direction des Chantiers de l'Atlantique ne tentait-elle pas de limiter le nombre d'heures de délégation reconnu aux militants syndicaux, pour mener leur travail ?

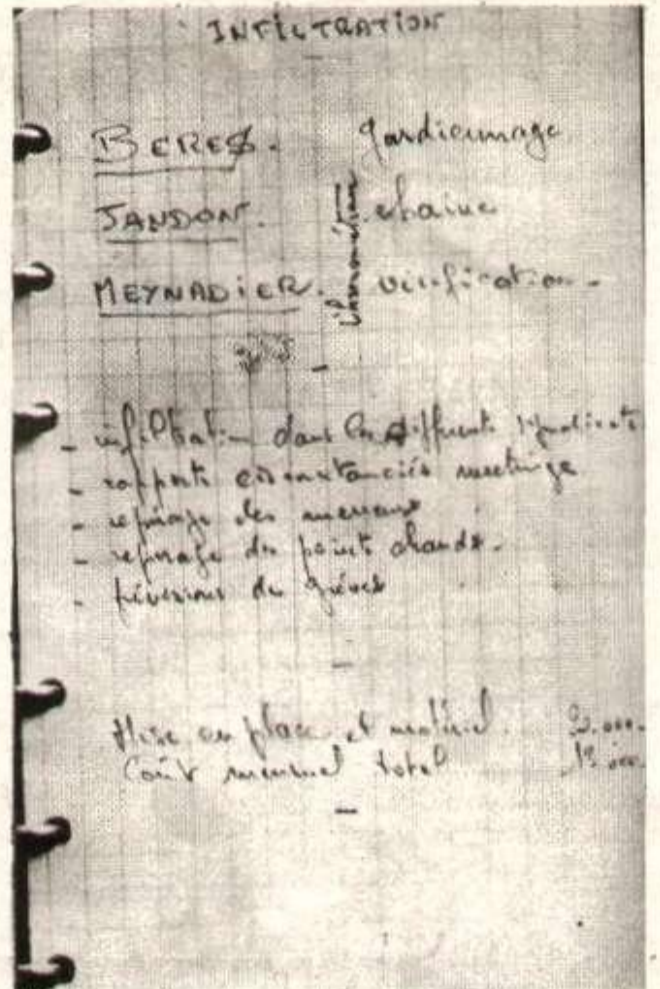
LA CFT : UN PROGRAMME... ET UNE ACTIVITÉ EXPLICITES !

La légalisation des officines genre CFT, permettrait d'aller plus loin encore en la matière : avec plus de moyens (financiers entre autre),

elles pourraient perpétrer encore mieux les sales coups auxquels elles se livrent déjà aujourd'hui : agressions physiques, menaces, pressions en tout genre contre les militants syndicaux (comme dans le secteur de l'automobile). Car telle est bien la fonction de ces officines : empêcher toute organisation des travailleurs dans les entreprises, les dissuader de toute velléité de lutte par une terreur quotidienne, remettre en cause par la manière forte toutes les formes de lutte avancées que les travailleurs se sont données pour mener le combat de classe quotidien. Le programme de la CFT ne dit-il pas clairement qu'il est «contre l'institution anti-démocratique du piquet de grève» ? et qui vise-t-il sinon les militants et syndiqués CGT et CFDT «qui souvent sont à l'origine des séquestrations de cadres» ? Les agressions de cette milice contre les piquets de grève et jusqu'aux simples distributeurs de tracts (dernièrement à Citroën où un tract protestait contre la nourriture avariée servie par Borel). Et sur ce point, le livre de Marcel Caille fourmille de détails concrets (voir encarts).

La CFT et le sinistre cortège des «syndicats indépendants» et autres «syndicats-maisons» sont aujourd'hui une menace permanente, quotidienne, insidieuse, installée dans certains bagnes capitalistes mais, ils peuvent être aussi une force de recours pour la bourgeoisie, qu'elle tient en réserve et pourrait être amenée à utiliser en grand à un moment crucial de ses difficultés.

Selon le livre de Caille, n'est-ce pas Chirac qui, en avril 76, a participé ouvertement à l'éviction de Simakis à la tête de la CFT pour le remplacer par Blanc, Simakis «étant jugé trop mou» ? En somme structurer la CFT, en faire un instrument efficace contre la classe ouvrière... (voir encart)



La mise en place d'un service anti-syndical par le biais des sociétés intérimaires de Gaillard. A la demande de Berliet.

«L'ASSURANCE DE MATIGNON...»

Simakis est devenu secrétaire général de la CFT en 1960. Il en a été définitivement évincé par Auguste Blanc en 1975. En avril, Simakis devait déclarer : «Avant le congrès des 13 et 14 septembre 1975, il y a eu deux réunions qui se sont tenues, qui ont regroupé des gens qui politiquement se trouvaient du côté de l'UDR et du côté du SAC, une trentaine... Tous les frais leur ont été largement payés. Ces trente personnes avaient pour but de créer un certain climat en faisant valoir que certaines personnes s'étaient réunies et qu'il y avait sol-disant une volonté de renouveau. Des moyens considérables leur ont été promis. Ces trente personnes sont devenues par la suite 90 à 100... en promettant aux gens, la reconnaissance de la CFT au niveau national, en leur disant : si vous n'êtes pas reconnu c'est la faute à Simakis personnellement. Autrement, vous devriez l'être et vous le serez. Vous avez l'assurance de Matignon plus exactement celle de Marie France Garaud et de Jacques Chirac...»

«Au congrès de septembre, un ensemble de syndicats qui ne devaient pas participer au congrès, y a participé. Cela a faussé le congrès en ce qui concerne les voix statutaires... Chaque section syndicale avait droit à deux représentants. Chrysler et Citroën en ont fait venir chacun une centaine. Au total, il y avait deux cents personnes dans la salle qui ne devaient pas y être.»

Extraits «Les truands du patronat»
Éditions Sociales

CITROËN (AULNAY) : «DEPUIS 34 JOURS, ILS COGNENT... MA VIE EST EN DANGER»

Ismaël, travailleur de Citroën Aulnay témoigne : «Depuis trente quatre jours... ils me battent systématiquement, ils me donnent des coups, ils prennent ma machoire, me disent «regarde-moi bien» et puis ils me crachent sur le visage. Après m'avoir battu sérieusement, ils me disent «il faut que tu signes cette lettre» qui est la lettre de démission de la CGT «sinon, nous te tuons». Je leur réponds que je ne veux pas. Ils me répètent qu'ils me tueront. Je ne suis pas seul dans ce cas... Ma vie est en danger...»

Le Creusot, avril 1975 : «Une bombe vient d'exploser dans les locaux syndicaux CGT du Creusot. Elle a éclaté entre les mains de Peraud qui sera grièvement blessé... L'usine du Baron Empain, Creusot Loire, a reçu un arrivage massif d'hommes de main...»

Citroën, Levallois 1975 : «Début avril, les travailleurs de certains services se mettent en grève pour obtenir une augmentation de salaire. Deux cents hommes arrivent de toutes les usines du groupe, encadrés, entraînés, militarisés. Ils tapent, ils cognent, ils filtrent. Le secrétaire CGT Alfonso Camposso en gardera trace pour la vie, physiquement et nerveusement.»

Extraits «Les truands du patronat»
Éditions sociales

LA POSITION DU PCF DANS LA CGT

Que signifie pour le PCF, la «bataille» contre ces officines ? Pour lui, la CFT n'est «qu'un instrument de répression mis au point par un patronat arriéré, uniquement motivé par l'avidité du profit» et il est nécessaire de lutter contre «l'esprit conservateur et rétrograde» caractérisant le comportement de ces mêmes milieux patronaux. Les tentatives d'implantation de ces officines sont pour le PCF un brillant résumé «de la philosophie (des possesseurs de moyens de production) envers la démocratie».

Mais aujourd'hui, même lorsqu'elle ne recourt pas à la CFT ou d'autres organisations de ce type, la classe au pouvoir ne se prive pas d'organiser une répression violente contre les travailleurs, qu'il s'agisse de l'envoi des forces de police contre les grévistes occupant leurs usines, ou du matraquage de manifestations. Aussi, la CFT doit-elle être dénoncée pour ce qu'elle est : non une simple bavure nuisant à la démocratie, mais un produit du système capitaliste ; les «truands du patronat» ne sont qu'un effet, parmi les plus vivants, de la dictature de la bourgeoisie qui, dans sa panoplie, pour prépa-

rer une répression accrue contre les travailleurs, place par exemple l'augmentation des effectifs policiers, une mesure d'ailleurs que les élus PCF appellent de leurs vœux.

S'il est indispensable aujourd'hui de lutter pour la défense et l'extension des libertés démocratiques, cette lutte ne saurait détourner la classe ouvrière de l'objectif de mettre à bas la société capitaliste qui viole tous les jours ces libertés.

Cet objectif n'est pas celui du PCF, et cela explique les limites qu'il imprime à l'action contre la CFT.

Pour le PCF dans la CGT, il serait possible d'obliger ceux qui soutiennent la CFT... d'y renoncer, pour peu qu'un nombre suffisamment important de motions, dossiers, protestations atterrissent sur les cabinets ministériels.

Le seul résultat auquel ont abouti ces «initiatives», et différentes campagnes, a été la dernière décision du Conseil d'État relatée plus haut. Recul positif mais qui laisse la CFT continuer impunément l'essentiel de son activité. Vont dans le même sens, les innombrables procès intentés : les quelques rares qui ont abou-

ti n'ont fait au maximum que condamner la CFT à des amendes, ne la gênant nullement. Nous n'en voulons pour preuve que ce procès qui a condamné Brégeon, directeur de Berliet à une amende «pour entrave à la liberté syndicale» le 9 juillet 76... la même semaine, les hommes de la CFT incendiaient la voiture d'Albert Rivat, secrétaire CGT de l'usine !

Se battre sur ce seul terrain correspond à la volonté des révisionnistes de freiner la mobilisation des travailleurs, d'être reconnu comme «interlocuteur valable» pour le patronat. Le seul combat conséquent en la matière ne peut que se situer sur le terrain des usines, quotidiennement. C'est par la création, le renforcement des syndicats de base sur des bases de classe, par leur affirmation dans la lutte de tous les jours, qu'il est possible de mettre en échec ces officines ou d'empêcher leur naissance. C'est ce à quoi œuvrent avec déjà des succès, de nombreux militants CGT et CFDT notamment à Citroën, à Aulnay-sous-Bois, à Hoover à Dijon où dans ce dernier cas la création de sections syndicales a fait se terrer en partie une CFT vieille de 10 ans !

COURRIER

«TOUT CELA MÉRITE DÉBAT...»

Devenez
«**ABONNÉ-AMI**»

du
**Quotidien
du Peuple**

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

• A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

• Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

PARMI LES DISQUES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception de la parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme-Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métails
- L'«Antidühring» d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine
- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gaius Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

• Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

• Sur présentation de la carte

REDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
«L'Armitières», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims
de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Chers camarades,

Ma seconde remarque concerne le style général du Quotidien. Il est clair, je ne le trouve pas spécialement stéréotypé comme disait ce lecteur de Ste-Geneviève-des-Bois, mais je suis d'accord avec lui pour dire qu'on n'y trouve pas la vie des travailleurs. Je m'entends, les revendications des travailleurs sont bien là, l'analyse de la lutte est bien là, mais tout ce débat d'idées, d'échange qu'il y a dans un atelier, lui n'est pas là. Si bien que les pages luttés ouvrières sont toutes ternes, justes oui, mais pas enthousiasmantes pour deux sous. J'en vois un peu la preuve dans le courrier des lecteurs, qui vraiment donne l'impression de lettres de militants (comme la mienne). Il n'y a guère de débat politique, dans le courrier ou ailleurs, et ça manque. Car j'ai le sentiment confus qu'il y a en France des milliers de gens qui se réclament de la révolution (je ne parle pas de ceux qui sont déjà organisés) et qui auraient envie de débattre de tous les problèmes qu'ils voient, de l'avenir, si ils s'apercevaient qu'il y a un journal qui non seulement donne des idées justes, mais a de nouvelles idées sur les rapports avec les lecteurs, et qui fasse confiance à ses lecteurs.

Une suggestion : beaucoup de gens disent : oui en fait, il faut une révolution, mais tu comprends, après ça, est-ce qu'on est sûr que l'on ne se fera pas avoir une fois de

plus, comment les travailleurs peuvent-ils garder le pouvoir. Alors sur l'avenir, sur le socialisme, il faut un débat, il faut que ça fuse, et que ça vive. Et si le débat s'encre, il y aura des lettres de lecteurs, des gens trouveront le temps de vous envoyer un mot.

Une autre suggestion : le révisionnisme du PCF, ce n'est pas quelque chose de net, précis et une fois défini. Le PCF a toujours un double langage, celui qui est public et celui pour les militants. Je me suis aperçu, en discutant longuement avec un copain qui est au PCF, qu'il y a des choses qui ne passent pas au PC. Ainsi, il semble que beaucoup de leurs militants n'aiment pas, n'ont pas du tout apprécié la main tendue aux chrétiens (aux bourgeois chrétiens de plus), se rendent compte qu'ils ont remis sur seille le PS, ou n'apprécient pas le rôle du PC après 1945. Et tout cela mérite débat. Il ne s'agit pas de tirer des plans sur la comète, de juger que la base est saine ou pas (je ne le pense pas d'ailleurs), mais il s'agit d'intervenir dans un débat, qui va bien au-delà des discussions de militants révisionnistes, d'un débat qui en fait se déroule aussi chez tous les travailleurs, influencés par le PCF, ou sentimentalement encore attachés au PC, chez beaucoup de travailleurs qui foup la France des luttés.

Il nous faut un débat, il faut un journal nouveau (...).

D. Strasbourg

Tu rappelles l'importance de rendre compte des nombreux débats qui se mènent chez les travailleurs, et qui sont une des caractéristiques de la situation politique actuelle. Tu soulignes l'enjeu de cette question, par rapport à ces «milliers de gens qui se réclament de la révolution, et qui auraient envie de débattre». Voici quelques éléments pour préciser en quels termes elle se pose : à la section «Luttés ouvrières», par exemple, les camarades se sont trouvés, après la poussée des luttés du 7 octobre, face à une situation où celles-ci ont subi le poids du plan Barre et de la tactique électorale des PC et PS, où elles ont diminué. Cet élément joue sur une partie de leur travail, qui vise à suivre au jour le jour l'évolution de ces luttés. Pourtant, en rester là aurait signifié ne pas comprendre l'aiguinement des contradictions bien réel derrière ce ralentissement apparent des luttés. C'est dans ce sens qu'ils ont consacré une partie de leur travail à mener des enquêtes plus approfondies, précisément sur ce qui se discute dans les entreprises aujourd'hui : les postiers, Decazeville, Saint-Flour, Réhault, les sidérurgistes, les travailleurs du secteur public et les contrats de misère, voilà des points sensibles où nous sommes allés chercher des éléments de réponse auprès des travailleurs eux-mêmes.

ces débats, quelles étaient leurs limites ?

La page courrier doit être en effet un autre lieu privilégié de débats dans le journal. Il nous semble que depuis la reprise de cette page, un mouvement se dessine dans ce sens : par exemple la lettre d'un lecteur sur les coordinations de lutte posaient un problème important, sur lequel il sera d'ailleurs nécessaire de revenir, nous l'envisageons dans le cadre de prochaines enquêtes. Tu fais d'autres propositions qui doivent servir à progresser dans ce sens.

Ces derniers mois, l'accent a été mis sur l'amélioration de la qualité politique du journal. Nous avons fait porter l'effort sur l'approfondissement de l'analyse marxiste-léniniste de la crise, de son évolution, serrant ainsi de plus en plus près la réalité afin de mieux armer le lecteur pour le combat quotidien. La prise en compte de tout le débat d'idées qu'existe parmi les travailleurs n'est pas du tout en contradiction avec cet aspect, il en est au contraire partie intégrante. Assurément, il faut aujourd'hui progresser sur ce plan, et aussi mieux rendre compte des préoccupations des masses, concernant les divers aspects de l'oppression bourgeoise.

Ont-ils rendu compte de

Samedi 5 février à 21 h 00
Théâtre des quartiers d'Ivry présente une pièce :
«Surplus en stock futailles»
Théâtre-récit d'après le roman de Vassili Axionov
Place : 12 f et 8 F
L'atelier théâtral est sous la direction d'Antoine Gipèze
Club Créteil, rue Charpy
Quartier Croix des mèches, M° Créteil- Université
Tél. 899.75.40

5 F + 2 F de port
Passez vos commandes
à FRONT ROUGE BP 68 75019 PARIS

FRONT ROUGE N° 12 VIENT DE PARAITRE

SOMMAIRE

- Éditorial p. 3
- Du RPF au RPR : Vers la crise politique p. 5
- Parlement Européen : Contre l'indépendance nationale p. 10
- A propos du travail syndical : L'antisyndicalisme, rançon du révisionnisme p. 14
- Dossier Chili : Quelques points de repère p. 21
- Enquête : Les travailleurs du Livre aujourd'hui : La fin d'une corporation p. 29
- Caisse d'Épargne : «Les O.S de la paperasse les mieux payés de France» p. 32
- Critique de film : Un point de vue sur «1900» p. 34
- Histoire du mouvement ouvrier : La théorie des forces productives p. 36
- URSS : La répression en URSS p. 43
- Vietnam : Après le IV^e Congrès du PTU p. 46

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

16^e épisode

Il saisit l'aiguillon, se plaça devant les vaches, et lança :
— Allez la Charmante! Allez la Roussette! Moûdo! Tribordé dé Diou! Allez la Charmante! Allez!

Vieljeu et Terro prirent deux pioches, une masse et des coins, une pelle et des chaînes. Déjà, Terro portait sa hache, une cognée avec laquelle il avait « gagné son pain » pendant deux ans, avant d'être au maquis, et dont le manche était poli et brun comme la peau de ses mains. L'après-midi durant, Terro ébrancha des arbres abattus, levant sa hache avec la régularité d'un pendule, ses grandes jambes écartées, évitant toujours l'effort inutile. Catillon semblait avoir le plus grand respect pour ses talents, alors qu'il était souvent obligé d'aider Vieljeu, de lui donner un conseil. Ensemble, ils déracinaient des souches que les vaches tiraient avec des chaînes. Etienne apprit vite à manier l'aiguillon, et c'est lui qui, sur l'ordre de Catillon, excitait les bêtes: le cou allongé, les pattes de devant pliées, la Charmante et la Roussette poussaient, pesaient sur le joug, lorgnant une touffe d'herbe qu'elles arrachaient d'un coup de langue à la première occasion.

Lorsqu'ils regagnèrent la ferme, après six heures passées dans les bois, les hommes avaient les épaules lourdes de travail et la tête légère. Etienne, Terro et Vieljeu entrèrent directement dans la grande salle, pendant que Catillon menait les bêtes à l'étable. Une fille de quinze ans, aux cheveux châtain, fraîche plutôt que jolie, les salua :

— Je vais appeler grand-mère.

Veuf, Catillon vivait avec sa mère, qui dirigeait la maison. Elle entra, large des seins, forte du ventre, essuyant ses mains à son tablier. La mémé, comme son fils, avait des yeux bleus toujours riants. Ses cheveux gris plantés comme une perruque, une touffe de poils sous le coin gauche du menton, donnaient à son beau visage de la rudesse.

— Voilà donc votre Etienne, monsieur Vieljeu? Il est bon gars! Tu feras courir les filles, toi! ajouta-t-elle en regardant Etienne. N'est-ce pas Laure? Va donc traire les vaches, tiens! dit-elle à sa petite-fille qui rougissait.

Puis, s'asseyant avec un « han! » d'effort, elle affirma :

— Tu feras plus courir la mémé! Elle est trop vieille.

Tous s'assirent autour de la table. Catillon sortit une bouteille de couleur brun clair et des verres.

— Allez, on va boire à l'arrivée d'Etienne.

Il y eut une minute de silence pendant la première gorgée, puis la conversation tomba sur le maquis. Etienne écoutait de toutes ses oreilles. Depuis son arrivée, il n'avait pas une fois pensé aux réfractaires. Maintenant, le sujet surgissait brusquement, mais Etienne n'y comprenait rien. Il se trouvait dans la position d'un invité dont les hôtes discutent des secrets de famille. Il sut que des hommes manquaient de chaussures, d'autres de chaussettes. C'était là un aspect de la guerre auquel il n'avait jamais songé.

— C'est pas comme quand Léon a fait son service, n'est-ce pas? interrompit la mémé. Figurez-vous, il me demandait des chaussettes et des chaussettes, et encore des chaussettes. C'est pas possible, que j' me disais en tricotant, il doit les manger. Il les mangeait pas, il les buvait. Il les revendait, et il payait la tournée aux copains. Je crois bien que c'est le plus beau fainéant qu'ils aient jamais vu à l'armée.

La mémé aimait écouter son fils raconter des histoires. Fièvre de son Léon, elle savait lui lancer la balle :

— Raconte-leur donc un peu.

Catillon se leva. Les mains dans la ceinture — son geste préféré —, le dos cambré, le ventre en avant, il se balançait quelques secondes et commença :

— Bien, mon service, il a pas été bien dur. C'est moi qui vous le dit.

— Pourtant, tu étais dans les chasseurs?

— Chasseur ou pas chasseur, il a pas été dur. Je fais mes classes. Bien! Après les classes, je suis assis sur la fenêtre, un beau matin. Comme ça! (Catillon s'assied sur la fenêtre.) Voilà le secrétaire du commandant qui arrive. Il crie: « Qui c'est-t'y qui voudrait être l'ordonnance du commandant? » Vous auriez entendu ce grabuge! Ça cavalait là-dedans! « Moi, moi, qu'ils criaient tous. » Et je riais, je riais, sur ma fenêtre. Je crie au secrétaire: « Tu vas pas manquer d'ordonnance! » « Ce sera toi! » qu'il me dit. Vous pensez si je me la suis coulée douce après ça.

— Et la guerre?

— La guerre? Je suis réformé à cause de mes lunettes. Mes lunettes qui m'ont jamais empêché de tirer le chamois quand l'envie m'en prend. « Pourtant, qu'ils me disent, pour les Allemands, c'est différent, faut pas de lunettes. »

(à suivre)

«Mais que l'histoire prenne garde à la génération des campements»

Poésie palestinienne de combat

Un mois après l'assassinat de Mahmoud Saleh, un nouvel attentat est dirigé contre la librairie Palestine à Paris. A la volonté sioniste et de toutes les forces réactionnaires dans le monde, d'interdire toute expression du peuple palestinien, celui-ci répond en poursuivant avec ténacité son combat au cœur de la Palestine occupée. La lutte sur le front de l'art et de la littérature est un aspect de ce combat. La poésie des poètes palestiniens de l'intérieur, est au service de la guerre de libération.

LE FOUET ET LES ESCLAVES

Frappe
ta poigne est de fer
frappe
le pouvoir t'appartient
et nous monsieur
qui sommes-nous, ou plutôt, que sommes-nous
sinon une poignée d'esclaves

Frappe
ton fouet intrépide
nous a appris l'entêtement
et le mépris des menaces
notre destin est devenu
Résistance...

Je partirai
à la recherche de mes frères
dans tous les recoins de l'exil
ils ne connaissent pas l'aurore
mais pour sa venue
ils s'unissent... et combattent

Que nos maîtres s'indignent
qu'ils jouissent
demain
nous les suspendrons
à leurs potences

FAWZI ABDALLAH, poète de Nazareth.

«La poésie palestinienne de combat»
AUX ÉDITIONS PIERRE JEAN OSWALD



LA GÉNÉRATION DES CAMPEMENTS

Je peux sourire
mais il restera dans mes yeux
l'ombre des fleurs tombales
d'un cyprès perdu
resté debout parmi les décombres des villages
de mon pays dévasté
et qu'enveloppe le silence amer

L'histoire a-t-elle jamais déchiété un peuple
comme elle a déchiété le mien?
livré sa terre... et jeté ses habitants aux quatre vents
ma patrie s'est endormie
derrière les soupirs de l'horizon
et moi je suis ici
les yeux sombres, non de nature
mais parce qu'ils portent l'ombre des tentes
mes lèvres ne sont plus comme les lèvres de l'enfant
appelant les femmes
elles sont devenues comme un pain sec
elles ne libèrent plus l'appel... plus l'appel

Mon pays, je t'aime
O mon père que j'ai laissé derrière moi
sais-tu qui je suis
mon père est mort hier et nous l'avons enterré
dans l'exil
il n'a laissé qu'une photo
et une histoire sur la dignité de la jeunesse
il a vécu en toi et est mort en exil
il m'a insufflé ton amour
et la puissante nostalgie

Vous parlez de paix
et moi je suis ici
sans racines
un plafond suspendu dans le vide
je suis une génération qui grandit
et se multiplie sous les tentes
écoutez-moi bien
qui grandit
et se multiplie sous les tentes
laissez les miettes sur vos tables
et laissez-moi dormir affamé, assoiffé
mais que l'histoire prenne garde
à la génération des campements

SALIM SABRAN, un des principaux promoteurs du mouvement poétique nouveau en Palestine Occupée.

SAMEDI 5 FÉVRIER

TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un : Serge Lama
21 h 35 - Chapeau melon et bottes de cuir. Série franco-britannique
22 h 25 - Hockey sur glace : Finale Canada-Etats-Unis
23 h 15 - Journal

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 44 - La tirelire
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Dramatique : les enquêtes du commissaire Maigret
22 h 00 - Questions sans visage
22 h 45 - Drôle de baraque
23 h 25 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Journal
20 h 00 - Les animaux chez eux
20 h 30 - Le vaisseau fantôme. Opéra romantique de R. Wagner
22 h 30 - Journal

DIMANCHE 6 FÉVRIER

TF1

13 h 00 - Journal
14 h 14 - Les rendez-vous du dimanche
17 h 10 - Qu'est-ce qui fait courir Papa? série américaine
17 h 45 - «Winchester 73», film américain d'Anthony Mann (1949)
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - Journal
20 h 30 - «Le mouton enragé», film français de Michel Deville (1973)
22 h 25 - Corée du Sud «La guerre froide continue»
23 h 15 - Journal

A2

13 h 00 - Journal
13 h 25 - La lorgnette - avec J. Martin
15 h 52 - Pilotes I série américaine
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Musique and Music
21 h 30 - Rush - série américaine
22 h 30 - Des hommes, des jules : «les gardiens de phare»
23 h 25 - Journal

FR3

16 h 55 - Les grandes batailles : «Waterloo» (1815)
17 h 50 - Espace musical - «Kindertotenlieder» de Mahler
18 h 45 - Spécial Dom-Tom
19 h 00 - Hexagonal
19 h 55 - Spécial Sports
20 h 05 - Lassie - série américaine
20 h 30 - L'homme en question : Jacques Faizant

MAIN BASSE SUR LA PRESSE -6-

12 août 1976 : la nouvelle a filtré que «France-Soir», transitoirement vendu à Winkler par Hachette, va en réalité tomber entre les mains d'Hersant. Un homme se précipite : Perdriel. Cet ancien industriel, depuis plusieurs années, exerce ses talents de gestionnaire à la tête du «Nouvel Observateur». Les résultats financiers n'y sont pas mauvais, loin s'en faut : il suffit de feuilleter une édition de l'hebdomadaire pour se faire une idée de ce que doit représenter sa publicité : en 1975, le chiffre d'affaires était de sept milliards huit cent cinquante millions anciens. Aussi monsieur Perdriel se déclare-t-il prêt à payer quatre cent soixante quinze millions, le prix de la moitié des actions qu'Hersant est en train d'acquérir.

VERS UN QUOTIDIEN DU PS UN DE CES MATINS, À PARIS

L'opération «France Soir» a échoué pour le PDG du «Nouvel Observateur» ; en fait, il semble bien que la vente à Hersant était décidée dès le moment où Winkler assurait l'intérim. Mais les projets de Perdriel ne s'arrêtent pas pour autant : après ceux de «Paris Normandie» et du «Figaro», de nombreux rédacteurs de «France Soir» s'apprêtent à s'en aller. Désormais, sur le marché, il y a une quantité de journalistes sans journal, opposés aux entreprises de la «majorité» en vue du contrôle de la presse quotidienne. Avec ceux-là, il est possible, au plan rédactionnel, d'envisager la sortie d'un autre journal.

PRÉPARER 78

C'est ce qui se fait : une équipe des démissionnaires de «France Soir», embauchée, se met aussitôt au travail. Pour quoi faire ? La lettre circulaire, envoyée par Perdriel à tous les lecteurs de son hebdomadaire, le dit nettement : «Les puissances d'argent savent qu'en 1978, la victoire peut se jouer à quelques voix près... La riposte doit être à la mesure du danger : nous avons décidé de lancer un Grand Quotidien de Gauche».

Depuis, le titre de ce nouveau journal est connu : ce sera «Le Matin de Paris». Son financement aussi : un crédit de 1 million et demi (nouveau) est dégagé sur les fonds du «Nouvel Observateur». Récemment, une rallonge de cinq millions nouveaux a été obtenue du conseil d'administration, malgré de fortes réticences des journalistes. Le reste doit

être fourni par la souscription des lecteurs du «Nouvel Observateur» : «Des sympathisants nous ont déjà envoyé des sommes qui vont de 10 F ou 20 F à 500 F ou 1000 F. La majorité se situant entre 50 et 250 F». (Ce qui, pour le public de cet hebdomadaire, est bien le moins). L'objectif total est d'une somme de départ d'un milliard ancien ; ce qui n'a rien d'extraordinaire, vu qu'il ne manque, en souscription que 300 millions pour 340 000 lecteurs (dont 170 000 abonnés).

HOMMES DU P.S. POUR UN JOURNAL SANS PARTI

Mais de quelle «gauche» s'agit-il ? Tout le monde l'aura compris : du parti socialiste. L'orientation du «Nouvel Observateur» aujourd'hui en fait déjà foi. L'équipe de direction du futur quotidien telle qu'elle se dessine aux dernières nouvelles, le confirme. PDG, Perdriel (membre du PS) ; autres administrateurs : Philippe Viannay (PS) directeur du centre de formation des journalistes, et un autre dirigeant de «l'Observateur», en somme. D'autant plus que Martinet disposerait du titre de «rédacteur conseiller» : c'est-à-dire que, sans écrire, il surveillerait le contenu du futur journal.

Martinet, fondateur du «Nouvel Observateur», membre de la direction du PS, assurera les liens entre les deux sociétés du «Nouvel Observateur» et du «Matin de Paris» : une cheville ouvrière, en somme. D'autant plus que Martinet disposerait du titre de «rédacteur conseiller» : c'est-à-dire que, sans écrire, il surveillerait le contenu du futur journal.

LE NOUVEL Observateur



Gilles Martinet dirigeant du PS, fondateur du «Nouvel Observateur», quel rôle jouera-t-il au Matin de Paris.

EMBAUCHE TOUS AZIMUTHS

Pour autant, l'ensemble des rédacteurs ne seront pas forcément membres du parti socialiste. Les bruits les plus variés circulent à ce sujet. On a parlé tantôt d'une équipe de 150 journalistes, tantôt de 50 à 60. On a dit que 600 candidatures seraient déjà parvenues. 20 à 30 journalistes du «Monde» auraient été sollicités, et auraient tous refusé. Pour le service politique, Perdriel embaucherait Paul Evelin, de «l'Express» (actuellement en difficulté), Guy Claisse d'Europe n° 1, Michèle Cotta, chef du service politique de Radio-France.

Ces noms peuvent surprendre : on retrouve là certains de ceux qui ont assuré, des années durant, la besogne des équipes réactionnaires au pouvoir. Mais, ce n'est pas seulement dans les ministères qu'un grand mouvement d'adhésions au PS est en train de se produire. Certaines rédactions sont aussi touchées. Le mouvement aurait été particulièrement net, depuis 6 mois, parmi les journalistes d'Antenne 2 et d'Europe N° 1.

QUEL MATIN DE PARIS ?

On le voit, les conditions favorables ne manquent pas pour le lancement du

nouveau quotidien qui, sans le dire, sera celui du parti socialiste ; quitte à ce que le petit «Quotidien de Paris», qui a quelque temps joué plus ou moins ce rôle, fasse les frais de l'opération. Au point que, depuis quelques temps, celui-ci met l'accent sur son caractère indépendant en vue de conserver une frange de lecteurs que ne satisfait pas une trop nette orientation «à gauche».

Alors, à quand le quotidien socialiste ? Sur le plan technique, le matériel est acheté pour la composition ; coût : 1 million de francs (nouveaux) ; le responsable technique est trouvé : un membre du PS, encore, qui avait des responsabilités techniques à «l'Auto-Journal» (groupe Hersant). Mais, l'équipement ne sera pas livré avant le 15 février. Quant au tirage, diverses imprimeries ont été envisagées. Des négociations ont eu lieu avec «Le Monde», qui n'ont pas abouti jusqu'ici. Il avait été question un moment d'une entreprise dont le patron, encore un membre du PS, refuse tout syndicat, tout comité d'entreprise, et n'applique pas les conventions collectives du Livre. Mais cela aurait vraiment été un peu gros pour le Grand Quotidien de Gauche. La date vient juste d'être rendue publique : ce sera le 28 février. Juste pour les municipales.

L'EFFET DE
DE TROUJON
Un scandale
financier
à l'origine
du

L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Espagne
PAS DE LIBERTÉ

MISE EN SCÈNE

«L'HUMANITÉ» : PEAU NEUVE, VIEUX OS

Une centaine de milliers d'exemplaires : c'est à peu près le chiffre auquel doit se vendre «l'Humanité», qui affirme tirer à 180 000. Pour 400 000 adhérents, cela ne fait pas lourd. Très exactement, cela signifie qu'au moins trois militants sur quatre ne lisent pas le quotidien de leur parti. Comme l'avoue Roland Leroy : «De très nombreux membres du parti sont privés de son expression quotidienne, ne lisent pas «l'Humanité». Pour essayer de transformer la situation, «l'Humanité» a essayé de se renouveler. La tentative ne donne pas grand-chose.

«Pas de formule-miracle» : voilà ce que disait Roland Leroy, directeur politique de «l'Humanité», peu avant la parution de sa nouvelle présentation. Effectivement, les transformations subies, au vu du résultat, n'ont rien de sensationnel ; à peine de quoi susciter, l'espace d'un jour, un mouvement de curiosité vite retombé dans les entreprises. Une mise en page incontestablement plus claire — mais «l'Humanité» était, de tous les journaux parisiens, de loin le plus fouillis — et qui fait vaguement ressembler sa première page à celle du «Figaro» : un «éditorial» pour chaque rubrique du journal, qui balise pesamment les positions révisionnistes sur chaque aspect de l'actualité. L'apparition d'un carré «luttons», réduit à peu de chose. Voilà pour les changements. La faucille et le marteau, désormais en grisé, est un peu moins visible ; mais, à la différence de «l'Unita» en Italie, elle est toujours présente.

Pourquoi donc tout ce temps à faire paraître cette «Humanité» réformée (on en parlait depuis l'automne dernier) ? Pourquoi, pendant les quatre mois qui ont séparé la décision de son application, un tel silence dans les colonnes du journal sur ce

qu'il allait devenir ? L'interview de Roland Leroy à «France Nouvelle», en date du 17 janvier, permet de le deviner.

«Parler d'«Humanité» renouvelée, c'est souligner que notre démarche n'est pas de contredire ce que «l'Humanité» a été jusque là, mais de faire mieux de «l'Humanité» ce qu'elle a toujours cherché à être. Alors, changement ? Continuité ? «Nous avons fait, pour préparer ce renouvellement, des dizaines de réunions... Beaucoup de questions ont été soulevées. Beaucoup de désaccords, en réalité, sont apparus. Et notamment parmi certains des rédacteurs les plus connus du journal. Nombre d'entre eux, semble-t-il, se seraient fort bien satisfaits du maintien de l'ancienne formule.

Et puis, la définition de la nouvelle n'a pas dû être facile. «Il s'agit d'allier l'intervention quotidienne sur les questions quotidiennes, la révélation brûlante ou l'information générale à l'explication plus fondamentale». Projet ambitieux de monsieur Leroy. Mais, entre ces deux pôles, se trouve justement la contradiction politique que le PCF avait à résoudre : ou bien s'aligner sur une presse du genre de «France-Soir», en tâchant de lui disputer un vaste public populaire ; ou bien faire une espèce de «Figaro» révisionniste, plus destiné aux cadres, que le XXII^e congrès a désigné comme la cible privilégiée.

A l'heure où cette politique n'a pas donné de résultats probants, où la nécessité se fait jour d'essayer de maintenir l'influence révisionniste dans la classe ouvrière, le choix était difficile. Pas étonnant, en définitive, que peu de choses aient changé : l'immobilisme était le moyen d'éviter la contradiction posée par la vie.

Le 12 février



MUNICIPALES
EXIGENCES
DU P.S.
NON
CONFORMES

L'Humanité